



Direction Générale

ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

Responsable :

Monsieur Jean-Etienne DURRENBERGER
Directeur Général

STRASBOURG, le 26 Avril 2010

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes clos au 31 décembre 2009 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées

Le Directeur Général

Jean-Etienne DURRENBERGER

CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE-BANQUE

Société Anonyme au capital de 5 535 150 Euros Siège social: 1, rue du Dôme STRASBOURG adresse postale: BP102 67003 STRASBOURG CEDEX
Tél: 03.88.21.49.89 CFCAL Fax: 03.88.75.64.57 CCP STRASBOURG N°1118A RC: 568501282B STRASBOURG



GROUPE
CREDIT FONCIER ET COMMUNAL
D'ALSACE ET DE LORRAINE
Depuis 1872

RAPPORT ET BILAN DU

138^{ème} EXERCICE

2 0 0 9

CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE ET DE LORRAINE-BANQUE

Société Anonyme au capital de 5 535 150 Euros Siège social: 1, rue du Dôme STRASBOURG adresse
postale: BP102 67003 STRASBOURG CEDEX

Tél: 03.88.21.49.89 CFCAL Fax: 03.88.75.64.57 CCP STRASBOURG N°1118A RC: 568501282B
STRASBOURG

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

COMPTES CONSOLIDES
NORMES IFRS

BILAN AU 31 DECEMBRE 2009

en Keuro

ACTIF	Notes	2009	2008	PASSIF	Notes	2009	2008
Caisse, Banques Centrales, C.C.P.		998	831	Banques centrales, CCP		0	
Instruments dérivés de couverture	12	1 005	0	Instruments dérivés de couverture	21	10 773	7 416
Actifs financiers disponibles à la vente	13	6 833	6 587	Dettes envers les établissements de crédit	22	15 997	130
Prêts et créances sur les établissements de crédit	14	5 201	3 649	Dettes envers la clientèle	23	17 168	16 892
Prêts et créances sur la clientèle	15/16	944 183	954 478	Dettes représentées par un titre	24	775 002	815 432
Actifs d'impôts courants		0	0	Passifs d'impôts courants		1 828	500
Actifs d'impôts différés	10C	7 619	6 448	Passifs d'impôts différés	10C	1 100	526
Comptes de régularisation et actifs divers	17	866	720	Comptes de régularisation et passifs divers	25	6 345	5 491
Immeubles de placement	18	3 285	3 295	Provisions	26	6 466	9 410
Immobilisations corporelles	19	3 745	3 232	Capitaux propres		139 273	123 778
Immobilisations incorporelles	20	218	334	Capitaux propres part du groupe			
				Capital et primes liées	27	34 302	28 108
				Réserves consolidées	27	93 590	87 435
				Gains/pertes latents ou différés	27	-5 886	-5 096
				RESULTAT DE L' EXERCICE		17 267	13 331
				<i>Intérêts minoritaires</i>		2	1
TOTAL ACTIF		973 953	979 574	TOTAL PASSIF		973 953	979 574

COMPTES DE RESULTAT

en KEuros

	Notes	2009	2008
+ Produits d'intérêts et assimilés	1	67 221	70 247
- Charges d'intérêts et assimilées	1	31 916	40 291
+ Commissions (produits)	2	3 882	3 255
- Commissions (charges)	2	776	932
+/- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	3	-99	1 090
+ Produits des autres activités	4	3 604	1 513
- Charges des autres activités	4	1 618	1 499
Produit net bancaire		40 298	33 383
- Charges générales d'exploitation	5-6	10 925	10 216
- Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation	8	702	660
Résultat brut d'exploitation		28 671	22 507
- Coût du risque	9	2 440	633
Résultat d'exploitation		26 231	21 874
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		-5	0
Résultat avant impôt		26 226	21 874
- Impôts sur le résultat	10-10b	8 959	8 544
Résultat net		17 267	13 331
- Intérêts minoritaires		1	0
Résultat net part du groupe		17 266	13 330
Résultat par action		4,76 €	3,83 €

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE
METHODE INDIRECTE - IFRS

	31 décembre 2009	31 décembre 2008
Résultat net	17 267	13 331
- Dotations nettes aux amortissements Immobilisations corporelles et incorporelles	-939	-894
- annulation reprise provision	143	1 411
- Autres mouvements	0	
Augmentation du stock de dettes représentées par un titre	-25 396	22 040
Dividendes reçus (reclassés en flux lié aux actifs financiers)	-158	-253
Elimination charges sociales provisionnées	2 173	2 034
Elimination charge IS calculée	8 959	8 544
Autres mouvements	55	5
Composantes non monétaires comprises dans le résultat net et autres ajustements	-15 162	32 887
Composantes des activités opérationnelles		
Flux liés aux opérations avec la clientèle	7 782	-33 634
Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)	-2 789	837
Augmentation du poste prêts et créances (solde net réalisations - remboursements)	10 295	-33 990
Augmentations des dettes envers la clientèle (comptes courants)	277	-481
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	1 402	6 147
Elimination étalement prime	67	104
Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)	-159	-439
Dividendes reçus	158	253
Acquisition/Cessions titres en portefeuille (actifs financiers disponibles à la vente)	-246	6 752
élimination variation valeur portefeuille disponible à la vente	-789	-7 916
variation nette liée à l'élimination des actions d'autocontrôle	20	-206
Acquisition/Cessions instrument de couv de flux de tréso	2 352	7 598
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	494	-6 238
Elimination impact des produits calculés (dotation et reprise de provisions)	0	0
Elimination dette liée aux charges sociales provisionnées	-2 173	-2 034
Elimination de la créance IS calculée	1 228	-1 141
Variation autres créances	1 440	-3 063
- Impôt décaissé	-10 187	-7 403
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	1 596	5 091
Flux liés aux immeubles de placement	108	-11
Elimination charge calculée (dotation aux amortissements)	237	0
Elimination produit calculé (reprise de provisions)	-138	-31
Variation poste Immeubles de placement	9	20
Flux liés aux Immobilisations corporelles et incorporelles	305	743
Elimination charge calculée (dotation aux amortissements)	702	894
Acquisitions d'immobilisations corporelles	-513	-73
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	117	-78
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	413	732
Augmentation du Capital	6 194	5 928
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-7 318	-7 429
Prime de fusion des filiales		
Trésorerie nette provenant des activités de financement	-1 123	-1 501
Trésorerie et équivalents trésorerie à l'ouverture	4 350	27
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	1 596	5 091
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement	413	732
Trésorerie nette provenant des activités de financement	-1 123	-1 501
Trésorerie et équivalents trésorerie à la clôture	5 236	4 350

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers d'euros)	Capital et réserves liées			Réserves conso.	Gains/pertes latents ou différés (nets d'IS)		Résultat net part du groupe	Total Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Réserves	Réserves consolidées	Variations de valeur des instruments financiers	Variation juste valeur sur actifs disponibles à la vente				
Capitaux propres au 31 décembre 2007	5 150	17 030		82 358	2 820		12 602	119 960	1	119 961
Affectation du résultat N-1				12 602			-12 602			
Distribution N au titre du résultat N-1				-7 429				-7 429		
Augmentation capital et prime d'émission	164	5 764						5 927		
immobilisations affectant les KP					-2 835			-2 835		
Résultat N							13 331	13 331		
cession actions auto-contrôle				112				112		
acquisition actions auto-contrôle				-319				-319		
ID sur élimination actions propres				112	-37			75		
Gains/pertes sur instruments flux de trésorerie						-5 044		-5 044		
Autres variations :										
Capitaux propres au 31 décembre 2008	5 314	22 794		87 436	-52	-5 044	13 331	123 778	1	123 779
Affectation du résultat N-1				13 331			-13 331			
Distribution N au titre du résultat N-1				-7 318				-7 318		
Augmentation capital et prime d'émission	221	5 973						6 194		
Variations de valeurs des instruments financiers et immobilisations affectant les KP				133	753			886		
Résultat N							17 267	17 267		
cession actions auto-contrôle				226				226		
acquisition actions auto-contrôle				-209				-209		
ID sur élimination actions propres				-9				-9		
Gains/pertes sur instruments flux de trésorerie						-1 542		-1 542		
Autres variations :										
Capitaux propres au 31 décembre 2009	5 535	28 767	0	93 590	701	-6 587	17 267	139 273	1	139 274

**RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN
CAPITAUX PROPRES**

en K€

	31-déc.-09	31-déc.-08
RESULTAT NET	17 267	13 331
	<i>variations</i>	
Gains/pertes sur titres à revenu fixe des actifs financiers disponibles à la vente	14	153
Gains/pertes sur titres à revenu variable des actifs financiers disponibles à la vente	1 134	-4 477
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	-395	1 489
Réévaluation des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	-2 352	-7 416
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	810	2 553
Réajustement gains /pertes sur instruments financiers à la JV par résultat	0	-181
Autres mouvements	0	-37
Total des gains/pertes comptabilisés directement en capitaux propres	-789	-7 916
Total du RESULTAT NET et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	16 477	5 415

Notes annexes aux comptes consolidés

I Principes de consolidation comptable

Nos états financiers consolidés au 31 décembre 2009 ont été établis en conformité avec les normes IAS.

Outre le bilan et le compte de résultat consolidés, les états financiers consolidés comprennent un tableau des variations des capitaux propres et des participations minoritaires, un tableau des flux de trésorerie, un tableau de résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ainsi que les notes annexes. L'information sectorielle est présentée dans les notes annexes. Aucun changement de méthode comptable n'a été adopté en 2009.

II Méthodes et évaluations comptables

La norme IAS1 révisée portant sur la présentation des états financiers a été appliquée pour la première fois à compter du 1^{er} janvier 2009.

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers au 31 décembre 2009 ont été complétées par la norme dont l'application était obligatoire pour la première fois en 2009 :

- *IFRS 8 « Information sectorielle »*

L'application de ces normes n'a eu aucune incidence sur les comptes consolidés du groupe.

Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice, la crise financière a eu des impacts sur :

- l'activité, avec le ralentissement de la production de crédits
- les risques avec une remontée du coût du risque de crédit

Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes.

Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations au titre du risque de crédit
- des dépréciations des titres à revenu variable

- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux états financiers
- et de la détermination des provisions pour risque et pour couverture des engagements sociaux.

Périmètre de consolidation

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque détient 99,99% du capital de la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF). Cette société contrôlée de manière exclusive est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

Le périmètre du groupe CFCAL n'a pas évolué en 2009.

Instruments financiers comptabilisation et évaluation (IAS 39). — IFRS 7

Conformément à IAS 39 et IFRS 7, tous les actifs et passifs financiers qui comprennent également les instruments financiers dérivés doivent être présentés dans le bilan. A cette fin, l'intégralité du portefeuille doit être répartie en plusieurs groupes et évaluée en fonction de la classification correspondante. Les remarques ci-dessous résument la manière dont nous avons appliqué les règles stipulées dans cette norme au sein de notre groupe.

Conformément à l'amendement IFRS 7, le CFCAL a classé ses actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur en trois niveaux :

- Niveau 1 : des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir les prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix)
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables)

Classification et évaluation des actifs et passifs financiers :

Les instruments financiers comprennent les placements dans des instruments de capitaux propres et les titres d'emprunts, les prêts et

créances, la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les lignes bancaires confirmées qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe CFCAL constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

Prêts et créances

Les prêts affectés à cette catégorie vérifient simultanément les critères suivants : les prêts sont émis ou acquis sans intention de les céder à court terme, l'entité n'a pas opté pour l'option juste valeur, ils ne sont pas cotés sur un marché actif, leur flux futurs sont fixes ou déterminables. Ils sont évalués au coût amorti. Cette méthode consiste à actualiser au taux d'intérêt effectif les flux futurs. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui génère les flux corrigés de l'effet de remboursement anticipé tel que la valeur actuelle de ces flux égalise le capital initial augmenté des coûts internes.

Cette catégorie recouvre à l'actif l'ensemble des prêts accordés par le groupe CFCAL et au passif les ressources du CFCAL.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

Il s'agit des actifs financiers à paiements fixes ou déterminables et à échéances fixées que l'entreprise a l'intention expresse et la capacité de conserver jusqu'à l'échéance. Le Groupe CFCAL n'a pas utilisé la catégorie « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » en 2009.

Actifs financiers disponibles à la vente

Cette catégorie recouvre l'ensemble des actifs financiers, quelle que soit leur nature, n'entrant dans aucune des catégories précédentes. Il s'agit principalement de titres portant intérêt, et d'actions. Ce portefeuille est évalué à la juste valeur par référence à son cours coté à la date de clôture avec impact sur les capitaux propres, dans la rubrique « Gains/pertes latents ou différés », après prise en considération de l'impôt différé. Les plus-values et moins-values n'affectent le compte de résultat qu'au moment de la cession de l'actif ou d'une dépréciation définitive.

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « Actifs financiers disponibles à la vente » essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition.

S'agissant d'un titre à revenu variable coté sur un marché actif, une baisse significative du cours constitue une dépréciation possible qui conduit le Groupe à procéder à une dépréciation déterminée sur la base du cours coté. Une baisse de 30% sur deux arrêts consécutifs ou une moins value

observée depuis plus de 6 mois est considérée comme significative et déclenche une évaluation approfondie du titre.

La dépréciation d'un titre à revenu variable est enregistrée en déduction du Produit Net Bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur titres disponibles à la vente ». Cette dépréciation ne pourra pas être reprise par le compte de résultat, mais par les capitaux propres.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le CFCAL ne détient pas de titres à la juste valeur par résultat.

Dérivés de couverture

Afin de pouvoir qualifier comptablement un instrument dérivé d'instrument de couverture, il est nécessaire de documenter dès l'initiation la relation de couverture (stratégie de couverture, nature du risque couvert, désignation et caractéristiques de l'élément couvert et de l'instrument de couverture) Par ailleurs, l'efficacité de la couverture doit être démontrée à l'origine et vérifiée rétrospectivement. Les dérivés conclus dans le cadre de relations de couverture sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi.

Couverture de flux de trésorerie

La couverture de flux de trésorerie a pour objectif de réduire le risque inhérent à la variabilité des flux futurs d'un instrument financier (notamment, couverture du risque de taux des actifs et passifs à taux révisable).

La partie efficace des variations de juste valeur du dérivé est inscrite dans une ligne spécifique des capitaux propres recyclables, la partie inefficace devant être enregistrée en compte de résultat.

Les intérêts courus du dérivé de couverture sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert (dans la ligne « intérêts et produits ou charges assimilés »).

Les instruments couverts restent comptabilisés selon les règles applicables à leur catégorie comptable.

En cas d'interruption de la relation de couverture (non respect des critères d'efficacité ou vente du dérivé ou de disparition de l'élément couvert), les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont transférés au fur et à mesure en résultat lorsque la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou rapportés immédiatement en résultat en cas de disparition de l'élément couvert.

Créances

Les créances émises sont évaluées au coût amorti à l'aide de la méthode du Taux d'Intérêt Effectif. Le coût amorti d'un crédit est le montant auquel il a été évalué lors de sa comptabilisation initiale, diminué des remboursements de capital, majoré ou diminué de l'amortissement de certains coûts et commissions à étaler et surcotes/décotes, actualisés au TIE et diminué de toute réduction pour dépréciation ou non recouvrabilité.

Une dépréciation est comptabilisée lorsqu'une perte est encourue du fait d'un événement intervenu après la comptabilisation initiale de l'actif. Le montant de la dépréciation est la différence entre le montant inscrit au bilan au titre de l'actif et le montant recouvrable qui correspond à la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables. Le taux d'actualisation est le taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif. Dans l'appréciation des flux futurs estimés, le CFCAL retient notamment la valeur des gages apportés par les débiteurs.

Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ». Toute réappréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat, également dans la rubrique « Coût du risque ». A compter de la dépréciation, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur nette comptable de l'actif calculée au taux d'intérêt effectif d'origine utilisé pour actualiser les flux jugés recouvrables.

Outre les dépréciations sur base individuelle, le groupe CFCAL procède à des dépréciations sur la base de groupes d'actifs présentant des caractéristiques similaires en termes de risques de crédit (provisions sur base portefeuille). Cette provision est évaluée à partir de séries statistiques permettant d'apprécier plus finement le risque de perte sur ces engagements.

Immobilisations

Les normes IAS 16 et IAS 40 distinguent plusieurs catégories d'immobilisations :

- Les immeubles de placement : IAS 40 définit un immeuble de placement comme un bien immobilier (terrain ou bâtiment – ou partie de bâtiment – ou les deux) détenu (par le propriétaire ou par le preneur dans le cadre d'un contrat de location financement) pour en retirer des loyers ou pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour l'utiliser dans la production ou la fourniture de biens ou de services ou à des fins administratives ou le vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.
- Les autres immobilisations corporelles : selon IAS 16, il s'agit des actifs corporels qui sont détenus par une entité soit pour être utilisés dans la production ou la fourniture de biens et services, soit pour être loués à des tiers, soit à des fins administratives ; pour les biens immobiliers, ce sont ceux qui sont occupés par leur propriétaire, par opposition aux immeubles de placement.

Le Groupe CFCAL a retenu comme règle de comptabilisation des immeubles de placement et autres immobilisations corporelles celle du coût, soit la valeur d'origine diminuée du cumul des amortissements. La valeur résiduelle des

immobilisations est considérée comme nulle.

L'approche par composant consiste à amortir distinctement les éléments significatifs d'une immobilisation prise dans son ensemble. Si certains de ces éléments ont un même plan d'amortissement (durée et mode), ils peuvent toutefois être regroupés pour déterminer la charge d'amortissement (*IFRS 16 § 45*). Les grandes catégories de composants suivantes ainsi que les durées d'amortissement associées ont été déterminées pour les immeubles :

- Terrain,
- Gros œuvre, (50 ans)
- Couverture / Façade / Etanchéité (20 ans)
- Equipements Techniques (10 ans)
- Agencements (10 ans).

Les autres immobilisations sont amorties selon le système de l'amortissement linéaire ou dégressif soit :

- Matériel informatique – dégressif 3 à 5 ans
- Autres matériels - linéaire 10 ans
- Logiciels - linéaire 1 à 8 ans

Stock des immeubles acquis par adjudication

Au 31 décembre 2009, le Groupe CFCAL constate un stock de 8 biens acquis par adjudication pour un montant total brut de 714 K€

Dettes représentées par un titre

Ce poste comprend notamment des obligations foncières ou d'autres titres bénéficiant du privilège défini à l'article L 515-19 du code monétaire et financier, mais également des titres de créances négociables destinés à assurer le financement de l'activité du Groupe CFCAL.

Ces titres sont inscrits au passif du bilan sous la rubrique « Dettes représentées par un titre » pour leur valeur nominale.

Les intérêts et charges relatifs à ces dettes sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Dettes à terme

Ce poste comprend un emprunt interbancaire bénéficiant du privilège défini à l'article L 515-19 du code monétaire et financier pour assurer le financement de l'activité de Société de Crédit Foncier.

Le montant nominal figure au passif du bilan sous la rubrique « Dettes envers les établissements de crédit ».

Les intérêts relatifs sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

Provisions

La norme IAS 37 définit une provision comme un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains. Le montant comptabilisé en provision doit être la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Le CFCAL provisionne dans cette catégorie les assignations auxquelles le groupe doit faire face dans le cadre de son activité ainsi que les contentieux fiscaux.

Provision pour engagements de retraite

Les engagements de retraite sont intégralement provisionnés. Ils sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation de 4,10% de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL-Banque. Une provision pour prime d'ancienneté est comptabilisée conformément à l'accord collectif en vigueur.

La méthode de comptabilisation retenue permet d'amortir les écarts actuariels selon la règle du corridor pour les Indemnités de Fin de Carrière. Pour les Primes d'Ancienneté, les écarts actuariels doivent être reconnus immédiatement (il s'agit d'un régime de type « autres avantages à long terme »).

Impôts sur les sociétés

a. Impôt courant

Au 31 décembre 2009, suite à la liquidation du redressement lié au contrôle fiscal portant sur les exercices 2005, 2006 et 2007, le Groupe CFCAL a repris la provision pour litige impôt de 968 K€ constatée précédemment.

b. Impôt différé

Selon IAS 12, les impôts différés sont calculés sur la base d'une approche bilantielle, c'est-à-dire sur les différences constatées entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif, et sa valeur fiscale.

Capital

Rachat d'instruments de capitaux propres (actions propres)

Si le Groupe CFCAL rachète ses propres instruments de capitaux propres, le montant de la contrepartie payée est comptabilisée net d'impôt, en diminution des capitaux propres.

Les actions rachetées sont classées en tant qu'actions propres et déduites des capitaux propres. Lorsque les actions propres sont vendues ou remises en circulation, le montant reçu est comptabilisé en augmentation des capitaux propres, et le solde positif ou négatif de la transaction est transféré en majoration ou en minoration des résultats non distribués.

III. Détermination de la juste valeur

Un certain nombre de méthodes comptables et d'informations nécessitent de déterminer la juste valeur d'actifs et de passifs financiers et non financiers. Les justes valeurs ont été déterminées pour des besoins d'évaluation ou d'informations à fournir, selon les méthodes suivantes. Des informations complémentaires sur les hypothèses retenues pour déterminer les justes valeurs sont indiquées, le cas échéant, dans les notes spécifiques à l'actif ou au passif concerné. Le Groupe CFCAL indique la détermination de la juste valeur de ses actifs et passifs financiers dans les notes annexes.

Immobilisations corporelles

La juste valeur des immobilisations corporelles repose sur les valeurs de marché. La valeur de marché d'un immeuble est le montant estimé auquel cet actif pourrait être échangé à la date de l'évaluation, après des actions de marketing appropriées, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, en dehors de toute contrainte particulière. La valeur de marché des installations, équipements et agencements repose sur le prix de marché affichés pour des éléments similaires

Immeubles de placement

Tous les six mois, l'expert interne au Groupe CFCAL révisé les évaluations effectuées par l'évaluateur externe. Ce dernier est indépendant et possède une qualification professionnelle appropriée et reconnue et une expérience récente quant à la localisation géographique et la catégorie de l'immeuble de placement objet de l'évaluation.

La juste valeur repose sur la valeur de marché qui est le montant estimé auquel cet actif pourrait être échangé, après des actions de marketing appropriées, entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale, en dehors de toute contrainte particulière.

Gestion du risque

Concernant l'utilisation des instruments financiers, le groupe CFCAL est exposé aux risques suivants :

- risque de crédit,
- risque de liquidité,
- risque de marché,
- risque opérationnel.

Cette note présente des informations sur l'exposition du groupe à chacun des risques ci-dessus ainsi que son dispositif de maîtrise de ces risques.

Le management du groupe CFCAL et de ses filiales est assuré par le Directeur Général et son Adjoint dont les responsabilités sont définies par le Conseil d'Administration. Le Directeur Général présente régulièrement des indicateurs permettant au Conseil d'apprécier le niveau des risques inhérents à l'utilisation des instruments financiers et les systèmes de maîtrise de ces risques.

Le dispositif de maîtrise des risques du groupe CFCAL s'appuie sur le Comité Risques et Contrôle Interne, le Comité d'Audit et sur la Direction Risques et Sécurité.

Comité Risques et Contrôle Interne

En 2008, le CFCAL a mis en place un comité risques et contrôle interne.

Ce comité est un organe décisionnel responsable du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne.

Il a pour mission :

- de statuer sur la politique des risques du CFCAL,
- d'examiner le dispositif de maîtrise des risques, les indicateurs d'alerte et le reporting contrôle permanent et conformité,
- d'analyser les reportings réglementaires,
- de suivre les réalisations des recommandations des entités de contrôle interne et externe,
- de veiller à l'application des normes groupe en matière de gestion des risques et de contrôle interne,
- de suivre le projet Bâle II.

Les membres de ce comité sont :

- le Directeur des Engagement et Finance,
- le Responsable du domaine Gestion des Crédits, Contentieux et Juridique,
- le Directeur de l'Administration et de la Comptabilité,
- le Responsable de la Conformité et du Contrôle permanent,
- le Directeur des Risques et de la Sécurité,
- le Directeur Adjoint des Risques et de la Sécurité,
- un chargé d'étude des Risques et de la Sécurité.

Les réunions de ce comité ont lieu une fois par trimestre.

Comité d'Audit

Le comité d'Audit a été créé début 2005 en application du règlement n°97-02 du 21 février 1997 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière et par décision du Conseil d'Administration. Il assiste l'organe délibérant dans l'exercice de ses missions. Les missions, la composition et les modalités de fonctionnement du Comité d'Audit sont définies dans son règlement intérieur et modifiées en 2009 suite au changement de présidence du Conseil d'Administration.

Le Comité d'Audit est chargé d'émettre des avis à l'attention du Conseil d'Administration :

- sur la clarté des informations fournies et sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'établissement des comptes individuels consolidés ;
- sur la qualité du contrôle interne, notamment la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques et proposer, en tant que de besoin des actions complémentaires à ce titre.

Le Comité a également pour mission d'examiner les dossiers de façon approfondie et de préparer les décisions du Conseil d'Administration du CFCAL, notamment dans les domaines suivants : qualité de l'information financière, risques de contrepartie et financier, risques opérationnels et organisationnels, et risques de non-conformité.

Direction Risques et Sécurité

Les fonctions risques sont assurées par la Direction Risques et Sécurité créée le 01 juillet 2008.

La Direction Risques et Sécurité a en charge le pilotage et le suivi des risques inhérents à l'activité du CFCAL et de la sécurité notamment du système d'information. Son rôle consiste à assurer le contrôle et la maîtrise des risques bancaires. Elle est chargée également de concevoir un système d'alerte et des outils permettant à la Direction Générale et aux Responsables de piloter et de suivre l'activité du CFCAL dans le respect de la réglementation et dans un souci d'optimisation économique. Elle est aussi responsable de l'application des normes risques du groupe et des dispositions bâloises.

Au sein de la DSI (Direction du Système d'Information), le CFCAL s'est doté d'une structure chargée de traiter les besoins de la Direction Risques et Sécurité. Cette entité a notamment pour missions d'automatiser le système de notation, de développer des outils de suivi de la qualité des données et de transférer les données au Crédit Foncier.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe liée à une incapacité du client ou d'une contrepartie à honorer ses échéances contractuelles. Pour le CFCAL, ce risque provient essentiellement des créances clients.

L'exposition du groupe au risque de crédit est liée à la fois aux caractéristiques individuelles et à la qualité du bien immobilier mis en garantie.

Au regard du niveau du risque de contrepartie, la sélection repose en amont sur une analyse individuelle manuelle de chaque dossier par un analyste de crédit et le passage devant les instances de validation des crédits en fonction du schéma délégataire. Les critères de sélection en tenant compte du système de limites du groupe CFCAL sont examinés et révisés trimestriellement par le comité de produit. Parmi les membres de ce comité, sont présents le juriste de l'établissement et un représentant de la Direction Risques et Sécurité.

Dès le premier incident de paiement, le client est relancé par courrier et immédiatement pris en charge par un agent de la cellule téléphonique (composée de trois personnes) qui prend contact avec le débiteur. En cas de non résolution, après trois relances, le dossier est affecté à un agent gestionnaire. Celui-ci peut utiliser des outils afin de proposer des solutions d'apurement de l'impayé du client en tenant compte du système de délégation de pouvoir du CFCAL. Le système d'information génère systématiquement selon une périodicité prédéfinie (quotidienne, mensuelle...) ou à la demande, des états permettant à l'entité de contrôle hiérarchique de contrôler efficacement l'activité du département. Certaines opérations traitées au Département Gestion des Crédits font l'objet d'une validation par le responsable avant signature. Il s'agit des abandons de créances, des transferts de dossiers au département contentieux, des demandes de baisse de taux, des renégociations de l'indemnité de remboursement anticipé. Une fiche normée et disponible sur le système d'information doit être soumise pour chaque opération au responsable en vue de sa validation.

Entre 3 et 6 échéances impayées, les dossiers sont transmis au service contentieux composé principalement de juristes spécialisés en recouvrement. Ce service peut prolonger le recouvrement à l'amiable. En cas d'échec, il prononce la déchéance du terme et entreprend les actions de recouvrement judiciaire (saisie, mise en jeu juridique de la garantie hypothécaire...).

Production et taux de douteux : Les mesures de durcissement à l'octroi engagées dès 2008 ont permis de stabiliser l'augmentation du taux de douteux-litigieux observée sur les encours depuis début 2008 (11.23% à fin décembre 2009 contre 8.03% à la fin 2008). Cette hausse traduit plutôt un retour à la norme, compte tenu de la nature de l'activité centrée sur une population plus à risque, après une période très favorable. Elle est due également pour partie à un effet flux lié à la baisse de la production (-36% sur un an) consécutive à l'arrêt de la production à taux révisable. Néanmoins, la hausse à la fin 2009 des demandes de prêts devrait se traduire par une reprise de la production.

Encours : L'encours global au 31 décembre 2009 est en léger recul à 960 millions d'euros contre 967 millions d'euros à fin décembre 2008. Pour le segment des Particuliers, les ratios hypothécaires restent confortables (48,9% à fin décembre 2009 contre 44,2% à fin décembre 2008). Le niveau de créances reste ainsi inférieur de moitié aux valeurs hypothécaires, ce qui permet de couvrir largement la hausse des impayés et du douteux-litigieux.

Provisions : L'augmentation du taux Douteux Litigieux constatée en 2009 et l'application par prudence d'une décote de 10% aux valeurs vénales ont engendré une augmentation des provisions de 13,97%. En montant, le coût du risque a plus que triplé entre fin 2008 (0,66 M€) et fin 2009 (2,44 M€). Au regard de l'activité et des

taux de marge appliqués (marge brute environ 3%), le niveau du coût du risque (0,25% des encours) reste raisonnable et non inquiétant.

Stress-scénario Risque de crédit

Dans le cadre de l'appréciation du risque maximal de crédit, le CFCAL a retenu deux scénarii :

➤ **Stress sur les sûretés**

Etant spécialiste des prêts hypothécaires de restructuration des dettes, le CFCAL a calculé la décote des valeurs vénales entraînant un résultat avant impôt nul. Au 31/12/2009, la décote ainsi calculée est de 67%.

➤ **Stress sur la qualité des encours**

Le CFCAL a également évalué l'impact de la dégradation totale des encours hypothécaires (taux de douteux porté à 100%) sur son résultat. Au 31/12/2009, cette dégradation générerait une augmentation des provisions de 20,3 M€ et un résultat de 5,9 M€.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque d'incapacité du groupe à honorer ses échéances. Il inclut également la difficulté à trouver des financements à taux raisonnables.

Le CFCAL-Banque se refinance par des emprunts réguliers de faibles montants unitaires. Cette technique permet un ajustement rapide en cas de variation et un adossement rigoureux.

L'essentiel de l'activité du groupe est porté par la filiale CFCAL-SCF tant sur les encours de prêts que sur le refinancement.

La note des obligations foncières du CFCAL-SCF a été maintenue à A+ confirmant la confiance de Standard and Poor's dans la solidité de notre filiale dont la gestion est assurée par le CFCAL-Banque.

Afin de mesurer son exposition au risque de liquidité le CFCAL, dans sa gestion ALM, a mis en place plusieurs indicateurs, calculés de manière régulière.

A court terme, les indicateurs mis en place sont les suivants :

- la trésorerie prévisionnelle à 3 mois, déterminée par la Direction Financière
- le coefficient de liquidité à 1 mois avec le respect du ratio ressources/emplois $\geq 100\%$ demandé par le régulateur (actif disponible à moins d'1 mois / passif exigible à moins d'1 mois)

A long terme, les indicateurs mis en place sont les suivants :

- le tableau de financement incluant les besoins de liquidité futurs, à l'horizon N+3, déterminé par la direction financière
- les gaps de liquidité
- le ratio de couverture annuelle des emplois par des ressources privilégiées (respect du ratio ressources/emplois $\geq 60\%$ demandé par le régulateur)

De plus, de manière plus ponctuelle, le directeur financier veille également à ce que les horizons soient identiques pour les prêts mis en place et pour les ressources émises. Pour cela, les encours édités depuis le logiciel CFCAL2000 permettent de constater la durée moyenne des prêts mis en place et celle des ressources émises.

Stress-scénario Risque de liquidité

La situation extrême d'absence de liquidité dans laquelle le CFCAL ne pourrait plus lever de nouvelles lignes de refinancement a été examinée. Dans ce cas, son plan de financement 2010 serait le suivant :

- au 31/12, levée de l'intégralité des lignes confirmées en cours à cette date (30 M€),
- cession du portefeuille titres au 31/12,
- arrêt de la production,
- aucune distribution de dividende en juin 2010,
- les lignes de découvert confirmées de 10 M€ (CEALSACE et BNPP) + la ligne de découvert BPCE de 5 M€ permettraient de faire face à la pointe de découvert de 06/2010.

En outre, ce scénario ne prend pas en compte les lignes de refinancement consenties par le Crédit Foncier, dont la dernière a été accordée début 2010 pour un montant de 160 M€.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque de perte liée aux variations des prix du marché.
Au regard de son activité, le CFCAL est exposé principalement au risque dû aux variations des taux.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est géré en adossant de façon la plus étroite possible en taux et en maturité les emplois et les ressources. Les ressources, de faibles montants unitaires, sont levées au fur et à mesure (tous les 10 à 15 jours). Ces ressources présentent également la caractéristique d'être amortissables ce qui permet aisément de coller au profil d'amortissement des crédits. Les déséquilibres générés par le passage à taux fixe des prêts et les remboursements anticipés sont corrigés par swaps.

Pour faire face au risque de taux, la Direction Risques et Sécurité :

- suit régulièrement l'évolution du portefeuille titres du CFCAL et adresse les mises à jour de ce portefeuille à la direction Risques du CFF pour le calcul et le contrôle de la VAR.
- établit des états de gaps de taux fixés et de gaps de liquidité conformément aux normes Crédit Foncier.
- suit régulièrement l'évolution des encours à taux variable
- adapte la charte financière groupe au périmètre du CFCAL et suit la mise en œuvre de la feuille de route de conformité relativement à cette charte.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel représente le risque de perte provenant de processus internes inadéquats ou défaillants, de personnes et systèmes ou d'événements externes.

Pour la prise en charge du suivi et du contrôle du risque opérationnel, le CFCAL s'appuie sur la Direction Risques et Sécurité. Cette direction anime l'équipe des correspondants désignés dans chaque unité opérationnelle dont le rôle consiste à saisir les incidents RO.

Elle assure la mise à jour de la cartographie, l'élaboration et l'alimentation des indicateurs d'alerte sous ORIS (système d'information groupe BPCE de gestion du risque opérationnel). Elle est aussi le relais du responsable RO du Crédit Foncier.

Elle a en charge également d'alimenter les reportings destinés aux Comité Risques d'Audit et les reportings réglementaires.

Une mise à jour importante des incidents a été réalisée fin 2009 (86 clôtures sur 95 incidents vivants).

Un renforcement des contrôles (rapprochement provisions et incidents déclarés) a également été opéré. La revue de la cartographie des risques opérationnels a été effectuée : le nombre d'événements de risques potentiels identifiés à ce jour est de 70.

Risque informatique

Le Directeur Risques et Sécurité a en charge d'assurer la sécurité informatique. Conformément à la politique sécurité du CFCAL, il s'appuie sur une organisation mise en place en impliquant notamment la cellule informatique et le département Réseau et sécurité du CFCAL.

Le dispositif de sécurisation des systèmes d'informations mis en place est composé de:

- Un accès authentifié aux ressources informatiques.
- Une cartographie des accès aux ressources informatiques
- Une obligation d'approbation de la Direction Risques et Sécurité avant tout développement informatique
- Un outil de relevés des opérations effectuées par les informaticiens
- le manuel des modes opératoires de la gestion du parc informatique
- la sensibilisation et la formation de l'équipe chargée de l'administration et de la gestion du réseau informatique du CFCAL
- l'examen quotidien des journaux des événements informatiques
- les plans de sauvegarde et de restauration
- la mise à jour régulière des systèmes d'exploitation notamment des programmes améliorant la sécurité
- le système performant de gestion des habilitations

Plan de Continuité de l'Activité (PCA)

Le CFCAL dispose d'un plan de continuité de l'activité (PCA) opérationnel s'appuyant sur un site de secours et des infrastructures techniques qui permettent d'organiser les replis en cas de besoin.

En 2009, les tests réalisés couvrent l'ensemble des activités, des infrastructures techniques et des tiers du CFCAL. Les trois grands scénarii de crise sont à présent déclinés et couverts (Indisponibilité des éléments essentiels du SI ; Indisponibilité des locaux pouvant entraîner l'absence du personnel ; Indisponibilité durable du personnel).

Risque de blanchiment des capitaux

Leur surveillance est assurée par le Département Contrôle Permanent et Conformité qui s'appuie sur les méthodes du service de lutte anti-blanchiment (SLAB) du Crédit Foncier.

Les conséquences environnementales et sociales des activités exercées par l'établissement :

L'activité exercée par la société n'entraîne pas de conséquences environnementales et sociales, hormis les risques liés à l'emploi de salariés.

Gestion du capital

La politique du CFCAL consiste à maintenir une base solide afin de préserver la confiance du marché et de soutenir le développement de l'activité. Le Crédit Foncier, groupe Caisse d'Épargne, est l'actionnaire de référence à 68,87% et confère à ce titre la stabilité nécessaire. L'ESCA, actionnaire de référence à hauteur de 12,97%, apporte un ancrage régional au CFCAL.

L'objectif du CFCAL est de maintenir une liquidité du titre certes réduite compte tenu de l'actionnariat stable, mais suffisante pour les petits porteurs. Le Conseil d'Administration veille au niveau du dividende et incite au réinvestissement à travers des décotes sur les prix de souscription.

Les membres du personnel sont également favorisés. Les salariés détiennent ainsi 1,078% du capital par le biais du fonds commun de placement.

Occasionnellement, le groupe achète ou cède ses propres titres sur le marché, à travers un contrat de liquidité souscrit auprès de NATIXIS SECURITIES. Le rythme de ces achats/ventes dépend du cours du marché, et des besoins d'assurer la liquidité du titre quotidiennement. Le contrat de liquidité est encadré par des bornes fixées en Assemblée générale.

Note 1 - Intérêts, produits et charges assimilés

(en milliers d'euros)	31-déc-09			31-déc-08		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires			-37			232
Intérêts sur comptes à vue, à terme, prêts et emprunts et opérations de pension	50	87	-37	240	8	232
Opérations avec la clientèle			66 724			68 454
Intérêts sur comptes à vue, à terme, prêts et emprunts (hors régime spécial) et opérations de pension	67 015	264	66 751	69 048	470	68 578
<i>(dont intérêts sur créances dépréciées calculés au TIE)</i>	-231		-231	-865		-865
Intérêts sur prêts et comptes à terme à régime spécial		27	-27		124	-124
Dettes représentées par un titre			-24 720			-39 587
Charges sur certificat de dépôt et BMTN		3 597	-3 597		5 768	-5 768
Charges sur emprunts obligataires		21 123	-21 123		33 819	-33 819
Instruments dérivés de couverture			-6 685			916
Intérêts sur instruments de taux d'intérêt	54	6 739	-6 685	940	24	916
Autres	102	78	24	19	78	-59
Total des intérêts et produits (charges) assimilés	67 221	31 915	35 306	70 247	40 291	29 956

Note 2 - Commissions (Produits et charges)

(en milliers d'euros)	31-déc-09			31-déc-08		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
. Commissions sur opérations avec la clientèle		314	-314	-10	437	-447
. Indemnités de remboursements anticipés	3 002		3 002	2 579		2 579
. Commissions sur moyens de paiement	299		299	271		271
. Commissions sur opérations sur titres	8	37	-29	9	57	-48
. Autres commissions	573	425	148	406	438	-32
Total des commissions nettes	3 882	776	3 106	3 255	932	2 323

Note 3 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08	variation
Actions et autres titres à revenu variable			
Résultats de cession	-75	1333	-1408
Dividendes reçus	158	253	-95
Dépréciation durable	-159	-439	280
Autres	-23	-57	34
Total des gains/pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisé dans le résultat	-99	1090	-1 189

Comptabilisés directement en capitaux propres :			
Gains/pertes sur titres à revenu fixe des actifs financiers disponibles à la vente	154	140	14
Gains/pertes sur titres à revenu variable des actifs financiers disponibles à la vente	915	-219	1 134
Impôts comptabilisés directement en capitaux propres	-368	27	-395
Total des gains/pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente comptabilisé en capitaux propres	701	-52	753

Note 4 - Produits et charges des autres activités

(en milliers d'euros)	31-déc-09			31-déc-08		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Résultat de cession d'immeubles de placement	155		155	7		7
Dotations et reprises d'amortissements et de provisions sur immeubles de placement		237	-237	85	234	-149
Revenus et charges sur immeubles de placement	1 274	430	844	1 272	458	814
Total des produits et charges sur immeubles de placement	1 429	667	762	1 364	692	672
Autres produits et charges divers d'exploitation	55 (1)	910	-855	83	0	83
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation (2)	2 120	41	2 079	66	807	-741
Autres produits d'exploitation bancaire	2 175	951	1 224	149	807	-658
TOTAL GENERAL	3 604	1 618	1 986	1 513	1 499	14

(1)Déboursement condamnation litige assignations affaire Suttel pour un montant de 910 K€ en juin 2009

(2) dont reprise totale de provisions pour 1 586€ affaire SUTTEL (voir renvoi 1)

Note 5 : Charges générales d'exploitation

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Impôts et taxes	868	833
Services extérieurs	1 782	1 989
Total Autres frais administratifs	2 650	2 822
Frais de personnel	8 275	7 394
Total Charges générales d'exploitation	10 925	10 216

Note 6 : Frais de personnel

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Salaires et traitements	3 972	3 580
Charges de retraite	517	444
Autres charges sociales et fiscales	1 991	1 983
Intéressement et participation	1 795	1 387
Total Frais de Personnel	8 275	7 394

Ventilation de l'effectif

	31-déc-09	31-déc-08
Non cadres	87	87
Cadres	22	20
Total Effectif	109	107

Note 7 : Engagements sociaux

Le passif social est exclusivement constitué par les indemnités de fin de carrière et les primes d'ancienneté, conformes aux conventions légales et intégralement provisionnées. Ils sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation de 4,10%, de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL. Les seuls départs observés ces dernières années sont des départs en retraite. Cette cause étant modélisée par ailleurs, le taux de rotation au sein de la société peut donc être considéré comme nul.

en K€

ANNEXE IAS19				
GROUPE	CFCAL	CFCAL	CFCAL	CFCAL
REGIME	Groupe	Groupe	IDR	Prime d'ancienneté
TYPE DE REGIME	01/01/2008	01/01/2009	01/01/2009	01/01/2009
MONNAIE	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2009	31/12/2009
Evolution de l'engagement				
1. Engagement à l'ouverture	(488 870)	(507 043)	(369 576)	(137 467)
2. Coût des services rendus	(31 951)	(31 008)	(20 606)	(10 402)
3. Charge d'intérêt	(25 666)	(31 943)	(23 283)	(8 660)
4. Cotisations versées par les salariés	0	0	0	0
5. Prestations payées	10 887	22 083	22 083	0
6. (Pertes) et gains actuariels	28 557	(131 300)	(101 153)	(30 147)
16. Engagement à la clôture	(507 043)	(679 211)	(492 535)	(186 676)
	01/01/2008	01/01/2009	01/01/2009	01/01/2009
	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2009	31/12/2009
C. Charge de l'exercice				
1. Coût des services rendus	(31 951)	(31 008)	(20 606)	(10 402)
2. Charge d'intérêt	(25 666)	(31 943)	(23 283)	(8 660)
3. Rendement attendu des actifs	0	0	0	0
4. Rendement attendu des droits à remboursement	0	0	0	0
5. Amortissement des services passés	0	0	0	0
6. Amortissement des (pertes) et gains actuariels	9 530	(31 257)	(1 110)	(30 147)
6.a. <i>Financier</i>	(919)	(589)	(589)	0
6.b. <i>Non financier</i>	(1 068)	(521)	(521)	0
7. Gains/(pertes) de réduction	0	0	0	0
8. Gains/(pertes) de liquidation	0	0	0	0
9. Autres (correction d'erreurs)	0	0	0	0
10. Ajustement lié à la non reconnaissance d'un surplus	0	0	0	0
11. (Charge)/Produit de retraite de l'exercice	(48 087)	(94 208)	(44 999)	(49 209)
	01/01/2008	01/01/2009	01/01/2009	01/01/2009
	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2009	31/12/2009
D. Provision reconnue au bilan				
1. Engagements financés	0	0	0	0
2. Juste valeur des actifs	0	0	0	0
3. Engagement net	0	0	0	0
4. Engagements non financés	(507 043)	(679 211)	(492 535)	(186 676)
5. Services passés non reconnus	0	0	0	0
6. Pertes/(gains) actuariels non reconnus	62 703	162 746	162 746	0
7. Ajustement lié à la limite de la reconnaissance d'un surplus	0	0	0	0
8. (Provision)/Actif de fin d'exercice	(444 340)	(516 465)	(329 789)	(186 676)
	01/01/2008	01/01/2009	01/01/2009	01/01/2009
	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2009	31/12/2009
E. Evolution de la provision				
1. Provision à l'ouverture	(407 140)	(444 340)	(306 873)	(137 467)
2. Charge de l'exercice	(48 087)	(94 208)	(44 999)	(49 209)
3. propres	0	0	0	0
4. Cotisation au fonds versées par l'employeur	0	0	0	0
5. Prestations payées par l'employeur	10 887	22 083	22 083	0
6. Acquisition	0	0	0	0
7. Cession	0	0	0	0
11. (Provision)/Actif de fin d'exercice	(444 340)	(516 465)	(329 789)	(186 676)
	01/01/2008	01/01/2009	01/01/2009	01/01/2009
	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2009	31/12/2009
F. Hypothèses (fin d'exercice)				
1. Taux d'actualisation	6,3%	4,10%	4,10%	4,10%
2. Taux de rendement attendu des actifs	0%	0%	0%	0%
3. Taux d'augmentation des salaires	1,37%	1,37%	1,32%	1,46%
4. Age moyen de départ en retraite	61 ans	61 ans	61 ans	61 ans
	01/01/2008	01/01/2009	01/01/2009	01/01/2009
	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2009	31/12/2009
G. Population concernée				
1. Date d'extraction des données	19/12/2008	12/12/2009	12/12/2009	12/12/2009
2. Nombre de salariés bénéficiaires	101	102	102	102
3. Bénéficiaires non salariés (droits acquis)	0	0	0	0
4. Nombre de retraités	0	0	0	0
5. Total des participants	102	102	102	102
	01/01/2008	01/01/2009	01/01/2009	01/01/2009
	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2009	31/12/2009
H. Durée d'amortissement				
1. Durée résiduelle d'activité	23,2	22,44	22,44	n.a
	01/01/2008	01/01/2009	01/01/2009	01/01/2009
	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2009	31/12/2009
I. Information complémentaires				
1. Engagement (taux d'actualisation -0.5%)	(533 255)	(718 988)	(522 655)	(196 333)
2. Engagement (taux d'actualisation +0.5%)	(482 844)	(642 882)	(465 120)	(177 762)
3. TOTAL des gains / (pertes) actuariels de l'exercice	28 557	(131 300)	(101 153)	(30 147)
3.a Gains & (Pertes) actuariels - changement d'hypothèses	57 663	(138 758)	(104 233)	(34 525)
3.b Gains & (Pertes) actuariels - ajustement d'expérience	(29 106)	7 458	3 080	4 378
	01/01/2009	01/01/2010	01/01/2010	01/01/2010
	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2010	31/12/2010
K. Charge de l'exercice prévisible (N+1)				
1. Coût des services rendus	(31 008)	(44 745)	(30 087)	(14 658)
2. Charge d'intérêt	(31 943)	(27 848)	(20 194)	(7 654)
3. Rendement attendu des actifs	0	0	0	0
4. Rendement attendu des droits à remboursement	0	0	0	0
5. Amortissement des services passés	0	0	0	0
6. Amortissement des (pertes) et gains actuariels	(1 110)	(5 057)	(5 057)	0
6.a. <i>Financier</i>	(589)	(2 031)	(2 031)	0
6.b. <i>Non financier</i>	(521)	(3 026)	(3 026)	0
11. (Charge)/Produit de retraite de l'exercice	(64 061)	(77 650)	(55 338)	(22 312)

Note 8 - Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations d'exploitation

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	702	660
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	702	660

Note 9- Coût du risque

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Dotations aux provisions et aux dépréciations:		
Opérations avec la clientèle <i>(dont effet désactualisation)</i>	3 819 -112	1 851 0
Divers (stock adjudication, loyers douteux)	242	185
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET AUX DEPRECIATIONS	4 061	2 036
Reprises de provisions :		
Opérations avec la clientèle <i>(dont effet désactualisation)</i>	2 495 343	3 691 865
Divers (stock adjudication, loyers douteux)	104	88
REPRISES DE PROVISIONS	2 599	3 779
Pertes et récupérations :		
Pertes sur créances irrécouvrables	1 062	2 456
Récupérations sur créances amorties	-84	-80
PERTES ET RECUPERATIONS	978	2 376
COUT DU RISQUE	-2 440	-633

Note 10- Impôt sur le résultat

A) Composante de la charge d'impôt

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Charge d'impôt exigible	10 187	7 403
Dotation provisions pour impôt (contrôle fiscal exercices 2005-2006-2007)		968
Reprise provisions pour impôt (contrôle fiscal exercices 2005-2006-2007)	-968	
Impact impôts différés	-260	173
Charge d'impôt comptabilisée	8 959	8 544

B) Explication de la charge d'impôt

	31-déc-09	31-déc-08
Résultat net part du groupe	17 267	13 331
Charge (produit) d'impôt	8 959	8 544
Résultat comptable avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	26 226	21 874
Taux d'imposition de droit commun français	34,43%	34,43%
Charge (produit) d'impôt théorique aux taux en vigueur en France	9 030	7 531
Effet des différences permanentes	-70	1 012
Charge (produit) d'impôt comptabilisée	8 959	8 544
Taux effectif d'impôt (charge/produit d'impôt comptabilisé rapporté au résultat taxable)	34,16%	39,06%

C) Composition des impôts différés au bilan

(en milliers d'euros)	31-déc-08	Variations portant sur des éléments comptabilisés en résultat	Variations portant sur des éléments comptabilisés en capitaux propres	autres mouvements	31-déc-09
Provisions pour engagements sociaux	672	81			753
Provisions pour risques de crédit non déductibles	971	430			1 401
Autres provisions	1 968	-461			1 507
Autres différences temporelles	2 837	-27	1 147		3 957
Actifs d'impôts différés	6 448	23	1 147	0	7 618
Variation de juste valeur positive des actifs disponibles à la vente	-27		465		438
Autres différences temporelles	553	-237	346		662
Passifs d'impôts différés	526	-237	811	0	1 100
Net d'impôts différés	5 922	260	336	0	6 518

Note 11 - Résultat (dilué) par action

Le CFCAL ne porte aucun instrument dilutif dans son bilan. Le résultat dilué par action est ainsi identique au résultat par action.

Note 12 - Actifs - Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Opérations fermes		
Taux	(2) 1 005	(1)
Total des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	1 005	

(1) Au 31 décembre 2008, le CFCAL constate uniquement au passif de son bilan des valeurs négatives sur instruments de couverture de flux de trésorerie (voir note 21)

(2) Au 31 décembre 2009, le CFCAL constate à l'actif de son bilan des valeurs positives sur instruments de couverture de flux de trésorerie dont le notionnel pour 13 swaps est de 111M€. Cette juste valeur a été déterminée par le CFCAL d'après la courbe de taux strip OAT, et relève par conséquent du niveau 2 du paragraphe 27A de l'amendement de la norme IFRS 7 (cf méthodes et évaluations comptables).
Il constate également des valeurs négatives (voir note 21)

Note 13 - Actifs financiers disponibles à la vente

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Effets publics et valeurs assimilées (1)	2 093	2 558
Total titres à revenu fixe	2 093	2 558
Actions et autres titres à revenu variable & ATDLT (2)	4 457	3 805
Titres dépréciation durable	283	224
Total titres à revenu variable (3)	4 740	4 029
Total des actifs financiers disponibles à la vente (brut)	6 833	6 587
Total des actifs financiers disponibles à la vente (net)	6 833	6 587

(1) Ces valeurs concernent des obligations du trésor français et allemand. Elles relèvent par conséquent du niveau 1 d'après le paragraphe 27A de l'amendement de la norme IFRS 7. (cf méthodes et évaluations comptables)

(2) Portefeuille AFS évalué à la juste valeur (cf méthodes comptables).

Les titres à revenus variables concernent des actions cotées sur un marché réglementé (voir détail page [102-103](#)).

(3) Ces valeurs relèvent par conséquent du niveau 1 d'après l'amendement de la norme IFRS 7. (cf méthodes et évaluations comptables)

Note 14 - Prêts et créances sur les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Comptes ordinaires débiteurs (1)	5 051	3 476
Autres	146	149
Créances rattachées	4	24
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	5 201	3 649

(1) dont comptes ordinaires du réseau pour 14K€

Note 15 - Prêts et créances sur la clientèle

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	27	54
Crédits de trésorerie	26 071	32 948
Crédits à l'équipement	15 806	22 282
Crédits à l'habitat	215 712	238 369
Autres crédits	594 430	595 237
AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	852 019	888 836
Créances rattachées	4 160	4 865
<i>Crédits de trésorerie</i>	68	148
<i>Crédits à l'équipement</i>	361	521
<i>Crédits à l'habitat</i>	871	1 085
<i>Autres crédits</i>	2 860	3 110
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>		1
CREANCES DOUTEUSES (1)	107 896	77 853
Montant brut des prêts et créances sur la clientèle	964 102	971 608
Dépréciations clientèle	19 702	16 962
Dépréciations créances rattachées	217	168
Montant net des prêts et créances sur la clientèle	944 183	954 478

(1) Parmi ces créances, les créances douteuses compromises s'élevaient à 10 674K€ et sont dépréciées à concurrence de 6 329K€

Note 16 - Ventilation des créances douteuses selon la durée résiduelle

(en milliers d'euros)	Durée <= à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Durée > à 5 ans	TOTAL 2009	TOTAL 2008
Crédits de trésorerie	6 315	148	363	323	293	7 442	6 672
Crédits à l'équipement	599	13	10	11	6	639	1 387
Crédits à l'habitat	15 440	541	1 361	1 415	11 884	30 641	22 316
Autres crédits	36 886	1 396	3 601	3 750	23 541	69 174	47 479
Total	59 240	2 098	5 335	5 499	35 724	107 896	77 853

Note 17 - Comptes de régularisation et actifs divers

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Charges constatées d'avance	126	89
Produits à recevoir		190
Autres comptes de régularisation	62	37
Total des comptes de régularisation	188	316
Stock immeubles acquis par adjudication non douteux (1)	457	
Débiteurs divers	221	747
Stock immeubles acquis par adjudication douteux (2)	257	
Débiteurs immobiliers douteux (loyers) (3)	225	
A déduire provisions autres actifs (stock adjudications, loyers)	-482	-343
Total des actifs divers	678	404
Total des Comptes de régularisation et actifs divers (NET)	866	720

(1) au 31 décembre 2008 le stock immeubles acquis par adjudication NON DOUTEUX s'élevait à 197K€ et était compris dans le total débiteurs divers

(2) au 31 décembre 2008 le stock immeubles acquis par adjudication DOUTEUX s'élevait à 101K€ et était compris dans le total débiteurs divers

(3) au 31 décembre 2008 les loyers douteux s'élevaient à 242K€ et était compris dans le total débiteurs divers

Note 18 - Immeubles de placement

Le CFCAL a opté pour la méthode du coût, soit la valeur d'origine diminuée du cumul des amortissements . Les mouvements constatés sur l'année se présentent ainsi :

(en milliers d'euros)	Immeubles de placement	En-cours	TOTAL
Valeur brute au 31/12/2007	5 634	404	6 038
Acquisitions 2008	692	38	116
Sorties 2008 (1)	194	431	147
Valeur brute au 31/12/2008	6 132	11	6 143
Acquisitions 2009	269	208	477
Sorties 2009 (2)	259	118	377
Valeur brute au 31 /12/2009	6 142	101	6 243

(1) ventes de 2 biens à Laxou et à Montreuil pour un total de 194K €

(2) ventes de 3 biens à Paris rue des Moines, Brive et Strasbourg rue Thomann pour un total de 259 K €

(en milliers d'euros)	Immeubles de placement	En-cours	TOTAL
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2007	2 639	85	2 724
Amortissements 2008	234		234
Autres mouvements 2008	-24	-85	-109
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2008	2 849	0	2 849
Amortissements 2009	237		237
Autres mouvements 2009 (3)	-128		-128
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2009	2 958	0	2 958
Valeur nette comptable au 31/12/2009	3 184	101	3 285

(3) concerne les cessions (cf renvoi (2))

Juste valeur des immeubles de placement (en milliers d'euros) :

Localisation	Juste valeur	Revenus locatifs estimés/an
16, rue Thiergarten à Strasbourg	570	28
10, rue du Maire Kuss à Strasbourg	700	45
8, rue des Peupliers à Gundershoffen	2 500	149
10, rue St Didier à Paris	9 900	610
3, rue Ampère à Epinay sur Seine	720	77
TOTAL	14 390	909

Ces évaluations ont été réalisées par des experts externes et revues par l'expert interne du CFCAL-SCF.

Note 19 - Immobilisations corporelles EXPLOITATION

(en milliers d'euros)	Immobilisations corporelles				
	Terrains et constructions	Locations simples	Equipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en-cours	Valeurs brutes
Valeur brute au 31/12/2007	1 269	0	4 510	5	5 784
Acquisitions 2008			363	180	543
Cessions 2008			-48		-48
Valeur brute au 31/12/2008	1 269	0	4 825	185	6 279
Acquisitions 2009			296	707	1 003
Cessions 2009			-133		-133
Valeur brute 31/12/2009	1 269	0	4 988	892	7 149

(en milliers d'euros)	Immobilisations corporelles				
	Terrains et constructions	Locations simples	Equipement, mobilier et autres immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en-cours	Totaux
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					
Valeur au 31/12/2007	313	0	2 312	0	2 625
Dotations aux amortissements 2008	16		454		
Autres mouvements 2008			-48		-48
Valeur au 31/12/2008	329	0	2 718	0	3 047
Dotations aux amortissements 2009	16		473		489
Autres mouvements 2009			-133		-133
Cumul des amortissements et pertes de valeur clôture	345	0	3 058	0	3 403
Valeur nette comptable au 31/12/2009	924	0	1 930	892	3 746

Note 20 - Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Droit au bail Fonds de commerce	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Valeurs brutes
Valeur brute au 31/12/2007		1 253		1 253
Acquisitions 2008		267		267
Cessions 2008		-3		-3
Valeur brute au 31/12/2008		1 517		1 517
Acquisitions 2009		96		96
Cessions 2009		-72		-72
Valeur brute au 31/12/2009		1 541		1 541

(en milliers d'euros)	Droit au bail Fonds de commerce	Logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Totaux
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS				
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2007		996		996
Amortissements 2008		189		
Autres mouvements 2008		-2		-2
Cumul des amortissements et pertes de valeur au 31/12/2008		1 183		1 183
Amortissements 2009		212		212
Autres mouvements 2009		-72		-72
Cumul des amortissements et pertes de valeur à la clôture		1 323		1 323

Valeur nette comptable au 31/12/2009		218		218
---	--	------------	--	------------

Note 21 - Passif - Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Opérations fermes		
Taux	(1) 10 773	7 416
Total des Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	10 773	7 416

(1) Au 31 décembre 2009, le CFCAL constate au passif de son bilan des valeurs négatives sur instruments de couverture de flux de trésorerie dont le notionnel pour 37 swaps est de 209M€. Cette juste valeur a été déterminée par le CFCAL d'après la courbe de taux strip OAT, et relève par conséquent du niveau 2 selon le paragraphe 27A de l'amendement de la norme IFRS 7. (cf méthodes et évaluations comptables)

Il constate également des valeurs positives (voir note 12)

Note 22 - Dettes envers les établissements de crédit

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Comptes à vue des établissements de crédit	(1) 964	66
Dettes à vue sur les établissements de crédit	964	66
Emprunts et comptes à terme	(2) 15 031	62
Dettes rattachées	2	2
Dettes à terme sur les établissements de crédit	15 033	64
Total des dettes envers les établissements de crédit	15 997	130

(1) - dont comptes ordinaires créditeurs du réseau pour 907M€

(2) - dont emprunt interbancaire que le CFCAL-SCF a mis en place le 30 septembre 2009 avec la Caisse d'Epargne de BOURGOGNE-FRANCHE COMTE pour un nominal de 15 M€

Note 23 - Dettes envers la clientèle

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Comptes ordinaires créditeurs	6 526	5 886
Comptes à terme	4 765	6 722
Comptes d'épargne à régime spécial	5 308	3 416
Livrets	4 568	2 677
PEL	597	577
CEL	44	43
PEA	99	119
Autres dettes opérations clientèle	(1) 445	643
Dettes rattachées	124	225
Total des comptes créditeurs de la clientèle	17 168	16 892

(1) sommes de la clientèle en instance d'affectation

Note 24 - Dettes représentées par un titre

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Bons de caisse	2	4
TCN (BMTN et certificats de dépôts)	162 908	132 870
Emprunts obligataires	604 444	671 030
Dettes rattachées	7 648	11 528
* TCN (BMTN et certificats de dépôts)	503	1 064
* Emprunts obligataires	7 145	10 464
Total des dettes représentées par un titre	775 002	815 432

Note 25 - Comptes de régularisation et passifs divers

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Charges à payer (intérêts courus sur SWAPS)	1 107	24
Autres comptes de régularisation créditeurs	141	331
Total des comptes de régularisation - passif	1 248	355
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	65	74
Dettes fiscales et sociales	3 831	3 350
Passifs divers	1 201	1 712
Total des passifs divers	5 097	5 136
Total des Comptes de régularisation et passifs divers	6 345	5 491

Note 26 - Provisions

(en milliers d'euros)	31-déc-08	Dotations	Reprises	Utilisations	31-déc-09
Engagements sociaux	444	94		22	516
Autres provisions	8 933	40	(1) 1 210	(2) 1 878	5 885
Provisions pour litiges	8 933	40	(1) 1 210	(2) 1 878	5 885
Autres provisions	33	65	33		65
Total	9 410	199	1 243	1 900	6 466

(1-2) dont reprise totale affaire SUTTEL pour 1 586 € suite à la condamnation au comblement du passif d' une somme de 910K € (cf(2))

(2) dont 'reprise de provisions pour contrôle fiscal exercices 2005-2006-2007 pour 968K €

Note 27 - Informations relatives au capital

Le 1er juillet 2009, émission de 145 068 actions nouvelles au prix unitaire de 42,70 €, soit une augmentation de capital de 221 228,70 € et une prime globale d'émission de 5 973 174,90 €. Le nouveau capital social est ainsi fixé à 5 535 150 € divisé en 3 629 606 actions entièrement libérées.

Le groupe CFCAL détient **5 467** actions d'autocontrôle au 31/12/2009 déduites des capitaux propres en normes IFRS.

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08	VARIATION
Capitaux propres			
Capital	5 535	5 314	221
Primes d'émission	28 767	22 794	5 973
sous-total	34 302	28 108	6 194
Réserves	93 590	87 435	6 155
Effet réévaluation des titres AFS	701	-52	753
Effet réévaluation instruments dérivés couverture (1)	-6 587	-5 044	-1 542
Total	122 007	110 447	11 560
à déduire immobilisations incorporelles	-218	-334	117
FONDS PROPRES DE BASE (tier 1)	121 789	110 113	11 676
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES (tier 2)	0	0	0
TOTAL FONDS PROPRES	121 789	110 113	11 676
TOTAL ENCOURS RISQUES PONDERES	516 277	535 953	-19 677
RATIO DE SOLVABILITE (2)	24,73%	21,50%	3,23%

(1) gains/pertes latents sur instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie pour un montant brut de -9 950K € compte tenu de l'impôt différé de 3 363K€ soit un net de -6 587K€

(2) RSE 2009 calculé sur base "Fonds propres de base - Tier one " en excluant les effets de réévaluation des titres AFS pour un montant de 701K€ ainsi que l'effet de réévaluation des instruments dérivés de couverture pour un montant de -6 587K€ soit des fonds propres Tier one pour un total de 127 676K€

Note 28 - Engagements

(en milliers d'euros)	31-déc-09	31-déc-08
Engagements de financement et de garantie donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	22 295	32 670
	22 295	32 670
Engagements de financement et de garantie reçus		
Engagements de financement des établissements de crédit	111 957	54 413
	111 957	54 413
Engagements de garantie des établissements de crédit d'organismes d'assurances de la clientèle	974 153	985 229
	101	108
	56 853	66 228
	917 199	918 893

Note 29 : Risque de crédit

a) Exposition globale au risque de crédit

en milliers d'€	Encours sains	Encours douteux	BRUT 31-déc-09	BRUT 31-déc-08
• Opérations interbancaires	5 201		5 201	3 649
• Opérations clientèle (1)	856 206	(2) 107 896	964 102	971 607
• Autres actifs financiers (3)	2 093		2 093	2 558
Sous-Total	863 500	107 896	971 396	977 815
• Hors Bilan				
Engagement de financement en faveur de la clientèle			22 295	32 670
Exposition maximum	863 500	107 896	993 692	1 010 485

(1) Les encours des crédits qui auraient été en souffrance ou provisionnés s'ils n'avaient pas été restructurés s'élèvent à **1 322 K€**

(2) Balance âgée sur encours douteux voir note 16

(3) Titres à revenu fixe du portefeuille disponible à la vente. Les obligations du portefeuille recourent des emprunts obligataires allemands, emprunts d'état bénéficiant des notations AAA.

b) Provisions couvrant le risque de crédit

en milliers d'€	31-déc-08	Dotations	Reprises	Utilisations	Autres variations	31-déc-09
• Opérations clientèle						
<i>Sur base individuelle</i>	16 247	9 528	6 435	797		18 542
<i>Sur base portefeuille</i>	883	493				1 376
Provisions déduites de l'actif	17 130	10 021	6 435	797		19 919
Total des provisions pour risque de crédit	17 130	10 021	6 435	797		19 919
Dont provisions sur :						
	en milliers d'€					
• <i>Encours sains</i>	883	493	0	0		1 376
• <i>Encours douteux</i>	16 247	9 528	6 435	797		18 542

c) Méthodes utilisées pour réduire le risque de crédit

Garantie

La majorité des prêts CFCAL sont garantis soit par une hypothèque pour les prêts Hypothécaires, soit par une caution institutionnelle pour les prêts à la consommation ou par une garantie communale pour les prêts des collectivités locales. La clientèle est constituée quasi exclusivement de particuliers. Le groupe CFCAL dispose d'un stock de prêts aux collectivités locales, mais celui-ci tend à s'éteindre en l'absence de nouvelles réalisations.

Type de Prêt (en milliers d'€)	Capital + intérêts + Accessoire	Total Valeurs Hypothécaires ou Montants garantis	taux de garantie
• Hypothécaire	915 123	2 465 147	100,00%
<i>dont autres crédits clientèle</i>	661 693	1 820 003	
<i>dont crédits à l'équipement</i>	2 083	6 554	
<i>dont crédits à l'habitat</i>	245 919	620 592	
<i>dont crédits de trésorerie</i>	5 428	17 997	
• A la consommation	28 756	25 883	90,01%
<i>dont autres crédits clientèle</i>	573	21	
<i>dont crédits à l'équipement</i>	31	0	
<i>dont crédits à l'habitat</i>	61	0	
<i>dont crédits de trésorerie</i>	28 091	25 862	
• Communal	16 050	15 022	93,60%
<i>dont autres crédits clientèle</i>	1 719	1 663	
<i>dont crédits à l'équipement</i>	14 331	13 359	
Total	959 928	2 506 053	99,59%

(1) L'encours brut total s'élève à 964 102 K€ (y compris créances rattachées, comptes ordinaires débiteurs, et impact IFRS) voir note15

Restructuration interne

Le CFCAL a développé des outils de restructuration des encours présentant des impayés. Après examen de la situation financière du débiteur, le CFCAL peut proposer un plan d'apurement des impayés. Ce plan consiste à étaler l'impayé du débiteur sur plusieurs échéances au regard de sa capacité à honorer ses dettes.

d) Qualité des encours

Classification de la nouvelle production

Le CFCAL note les dossiers à l'octroi à l'aide d'un système expert. Ce système classe les emprunteurs des prêts hypothécaires selon les critères de recevabilité du dossier (âge des emprunteurs, ratio d'endettement futur, ratio hypothécaire, objet du prêt...) dans trois catégories : de la moins risquée (catégorie 1) à la plus risquée (catégorie 3).

Classification de la nouvelle production de l'année 2009 en milliers d'€	
Catégories	Montant
• catégorie 1	58 914
• catégorie 2	22 208
• catégorie 3	32 754
• Non renseigné	340
Total production de l'année	114 215
• Non renseigné (OCH)	576
Augmentation total de l' année	114 791

Classification du stock

Le CFCAL a développé un système de classification des prêts sains aux particuliers garantis par des hypothèques selon la probabilité que le dossier de prêt soit en défaut de paiement dans l'année à venir. Ce système classe les encours dans sept classes : de la moins risquée (classe 1) à la plus risquée (classe 7). La classe D contient les encours douteux litigieux tandis que la classe N contient les encours non notés

en milliers d'€

Classification du stock au 31/12/2009			
Classe	Niveau de Risque	Capitaux + intérêts + accessoires	%
1	encours peu risqués	123 203	12,83%
2		147 080	15,32%
3		125 269	13,05%
Total		395 552	41,21%
4	encours moyennement risqués	136 863	14,26%
5		91 996	9,58%
Total		228 858	23,84%
6	encours les plus risqués	34 462	3,59%
7		32 269	3,36%
Total		66 731	6,95%
D	défaut	107 756	11,23%
N	non noté	161 031	16,78%
		959 928	100,00%

(1) L'encours brut total s'élève à 964 102K € (y compris créances rattachées, comptes ordinaires débiteurs, et impact IFRS) voir note15

Note 30 - Emplois - Ressources par Durée Restant à Courir

en milliers d'€

31-déc-09	Moins d'1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
ACTIF						
Caisse, Banques centrales, CCP	998					998
Instruments dérivés de couverture (2)					1 005	1 005
Actifs financiers disponibles à la vente (1)	6 833					6 833
Prêts et créances sur les Etablissements de Crédit	5 201					5 201
Prêts et créances sur la Clientèle (données brutes)	74 359	9 208	44 027	219 467	617 040	964 102
TOTAL ACTIF	87 391	9 208	44 027	219 467	618 045	978 138

31-déc-09	Moins d'1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
PASSIF						
Banques centrales, CCP						
Instruments dérivés de couverture (2)			58	5 708	5 008	10 773
Dettes envers les Etablissements de Crédit	15 966		31			15 997
Dettes envers la Clientèle	17 168					17 168
Dettes représentées par un titre	20 769	55 605	92 228	429 779	176 621	775 002
TOTAL PASSIF	53 903	55 605	92 317	435 486	181 629	818 941

(1) Tous les actifs financiers disponibles à la vente sont par définition classés à moins d'un mois

(2) La juste valeur positive et négative des dérivés de couverture est positionnée à la date d'échéance des contrats

* Le risque de liquidité est expliqué dans les notes annexes (règles et méthodes comptables)

Note 31 - RISQUE DE TAUX

en milliers d'€

Duration et sensibilité au 31 décembre 2009			
Taux d'actualisation zéro coupon +2%			
	Taux de référence		
	Initial (tx)	tx-1%	tx+1%
Valeur Actuelle des emplois (VAE)	1 027 396	1 077 158	982 435
Sensibilité VAE		4,84%	-4,38%
Valeur Actuelle des ressources (VAR)	794 771	817 028	773 621
Sensibilité VAR		2,80%	-2,66%
Duration des emplois (en mois)	58	61	56
Duration des ressources (en mois)	34	35	34
Valeur liquidative (VAE - VAR)	232 625	260 129	208 814
Ratio de rentabilité (valeur liquidative/VAE)	22,64%	24,15%	21,25%
Variation de la valeur liquidative par rapport à une variation de taux		11,82%	-10,24%
Une augmentation des taux d'intérêt de 1% entraîne une baisse de la valeur liquidative de 10,24%			
Une baisse des taux d'intérêt de 1% génère une augmentation de la valeur liquidative de 11,82%			

Sensibilité VAN FP +200bp			
	FP Réglementaire (en M€)	Avec FdR*	
		sur 10 ans	sur 20 ans
Standard B II	139		
Standard B II (CNCE)		2,04%	8,60%
FdR = Capitaux Propres - Immo Corporelles -les participations			

Note 32 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur des prêts accordés à la clientèle est basée sur la valeur actualisée des flux aux taux de la courbe zéro coupon sur OAT, majorée de 200 points de base, pour les prêts à taux fixe et sur la base de l'EURIBOR 1 an cristallisé, majoré de 200 points de base, pour les prêts à taux révisable.

La juste valeur des ressources est basée sur la valeur actualisée des flux aux taux de la courbe zéro coupon sur OAT, pour les ressources à taux fixe, et sur la base de l'EURIBOR 3 mois cristallisé sans marge, pour les ressources à taux révisable.

en milliers d'€

31-déc-09	Coût amorti	juste valeur
Actif		
Prêts et créances sur les établissements de Crédit	5 201	5 201
Prêts et créances sur la clientèle	964 102	1 101 711
Passif		
Dettes envers les établissements de Crédit	15 997	15 997
Dettes envers la clientèle	17 168	17 168
Dettes représentées par un titre	775 002	823 556

Note 33- Information sectorielle

Information par secteur d'activité

en milliers d'euros	secteur A	secteur B	Total groupe
	HYPOTH. ET CONSO	COLLECT. LOCALES	
Produit net bancaire	39 118	1 180	40 298
Résultat d'exploitation	24 780	1 451	26 231
Résultat net avant impôt	24 775	1 451	26 226

Le principal secteur d'activité du CFCAL étant les crédits, la distinction est faite par catégories de prêts soit :

- 1) prêts hypothécaires et à la consommation
- 2) prêts aux collectivités locales

L'activité est intégralement réalisée en France

Note 34 - Notes sur le tableau des flux de trésorerie

Composition de la trésorerie et des équivalents trésorerie

(en milliers d'euros)	31-déc-09		31-déc-08	
	Créances	Dettes	Créances	Dettes
Caisse	134		108	
Banque Centrale et CCP	864		723	
Sous-total	998		831	
Soldes à vue sur établissements de crédit	5 201	964	3 649	130
Solde net Trésorerie et équivalents Trésorerie	5 236		4 350	

Note 35 - Informations relatives aux parties liées

Le Groupe Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine est constitué du CFCAL-Banque, maison mère ayant statut de banque, et du CFCAL-SCF, société de crédit foncier détenue à 99,99% ayant qualité d'établissement de crédit.

Cette filiale est soumise aux dispositions de la loi n°99-532 du 25 juin 1999 qui lui permettent de se refinancer sur le marché en acquérant des créances normées, refinancées par des obligations foncières.

Le CFCAL Banque octroie des prêts à la clientèle et les cède au jour le jour à la SCF.

Le CFCAL Banque met à disposition de sa filiale le personnel, le matériel ainsi que les locaux par le biais d'une convention de groupement de fait. Chaque trimestre, les charges générales d'exploitation sont refacturées à l'aide de clés de répartition définies lors de l'établissement de la convention en date du 27 décembre 1999 et régulièrement révisées depuis. Les frais attachés aux dossiers (commissions versées aux courtiers) et les frais d'étude (versés par le client) sont transférés trimestriellement dossier par dossier.

RAPPORT DE GESTION 2009

La crise économique et financière, d'une ampleur considérable dans les pays développés, a continué de produire ses effets négatifs au cours de l'année 2009. Si la crise financière a perdu en intensité elle n'est pas pour autant finie comme l'ont rappelé le moratoire de Dubaï et la dégradation de la dette Grecque. Sur le plan économique, la variation des prix a décliné sous l'effet de la récession qui freine les salaires et affecte les marges des producteurs et distributeurs.

La récession et la crise financière ont entraîné un recul des crédits à la consommation particulièrement marqué en début d'année, même si ensuite un redressement a pu être constaté grâce à la baisse du taux du crédit et aux mesures de soutien pour l'achat d'automobiles.

Dans une conjoncture économique dégradée le CFCAL s'est mobilisé tout au long de l'année auprès de ses clients et partenaires pour les accompagner dans leurs projets. Cette mobilisation qui a été conduite avec le souci de préserver des bases financières saines, n'a pu enrayer la chute de la production de crédits nouveaux (-35%) comparable à celle du marché de la restructuration de crédits.

Dans ce contexte particulièrement défavorable, votre société est cependant parvenu à améliorer ses marges se traduisant par un PNB en progression sensible et un résultat net en hausse de près de 30%. Conséquence de la crise financière et économique le coût du risque enregistre en revanche une dégradation importante reflétant la progression des provisions sur créances douteuses. Cependant, le surdimensionnement des garanties disponibles, mises en regard des créances douteuses, permet de maintenir un couple rendement/risque élevé.

Prenant en compte les évolutions du marché de la restructuration, votre société a également au cours de l'année 2009 posé les jalons de futurs relais de croissance centrés sur son cœur de métier.

Je tiens particulièrement à souligner la contribution remarquable du management et de l'ensemble des salariés à la qualité des résultats de votre société. Ceci a été rendu possible par leur attachement dans la durée à l'entreprise et leur engagement au quotidien, restant ainsi fidèles aux valeurs du CFCAL.

Je remercie aussi tous nos fidèles actionnaires, qui ont continué à nous faire confiance tout au long de cette année. Le Conseil d'administration propose cette année à l'Assemblée Générale de fixer le dividende à 2,40 €, qui reste comme l'année dernière payable en espèces ou en actions.

a. Données consolidées

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2009 sont préparés et publiés conformément aux normes IFRS.

- Changement comptable

Néant

- Résultats

Avec 114 215 K€ de réalisations nouvelles contre 178 140 K€ au 31 décembre 2008, la production de crédit enregistre un recul significatif, en ligne avec l'évolution du marché de la restructuration. La demande de prêt reste cependant soutenue, mais le CFCAL privilégie une saine gestion de sa liquidité et opère une sélection de ses risques considérablement renforcée.

Dans un contexte de crise financière générale, le CFCAL est parvenu à améliorer ses marges sur l'exercice 2009. Le PNB s'établit ainsi à 40 298 K€ contre 33 383 K€ au 31 décembre 2008 (+20,71%). Un produit exceptionnel de 1 170 K€ lié à des reprises de provisions sur litiges assignations contribue certes à l'évolution du PNB, mais de manière marginale.

Le RBE à 28 671 K€ contre 22 507 K€ au 31 décembre 2008 enregistre une croissance encore plus importante (+27,39%). A 11 627 K€ contre 10 876 K€ les charges générales d'exploitation ne progressent que de 6,90%. La maîtrise de ces charges associée à la progression du PNB se traduisent par un coefficient d'exploitation en nette amélioration : 28,85% contre 32,6% au 31 décembre 2008.

Le coût du risque enregistre une dégradation importante passant de 633 K€ à 2 440 K€ du fait de la progression des provisions sur créances douteuses. Le CFCAL a également appliqué une décote supplémentaire de 10% sur la valeur vénale de ses gages afin de prendre en compte le retournement du marché immobilier. Néanmoins, ces créances sont intégralement garanties, leur gestion fait partie du modèle du CFCAL avec un couple rendement/risque élevé et surtout elles reviennent à un niveau conforme au modèle après avoir atteint des planchers historiquement faibles.

Le résultat net s'élève à 17 266 K€, après impôts, contre 13 330 K€ pour l'exercice précédent, soit une progression remarquable de 29,52%.

b. Données sociales du CFCAL-Banque

Les états financiers sociaux sont établis selon les normes françaises, car il n'est pas permis de décliner les normes IFRS dans les comptes sociaux.

- Changement comptable

Néant

- Résultats

Le PNB se monte à 14 337 K€ contre 12 941 K€ au 31 décembre 2008 (+10,79%). Cette progression est essentiellement liée à une reprise de provisions sur litiges assignations, les autres postes (marge nette d'intérêt, dividende versé par CFCAL-SCF) étant stables.

L'activité propre du CFCAL-Banque régresse néanmoins, au profit de sa filiale CFCAL-SCF, l'encours de prêt passant de 120 196 K€ à 115 716 K€ en un an (-3,7%).

Le résultat brut d'exploitation à 11 904 K€ contre 10 739 K€ en 2008 progresse au même rythme que le PNB.

Le coût du risque s'améliore, passant d'une charge de 293 K€ en 2008 à un produit de 303 K€ en 2009.

Ces éléments combinés expliquent la progression du résultat net qui enregistre une hausse de 21.11% (10 329 K€ contre 8 528 K€).

Activité du groupe

Avec 122 M€ de fonds propres consolidés, le Groupe CFCAL affiche un ratio de solvabilité tier 1 de 24.73%, reflétant la solidité de sa structure financière. Alors que de nombreuses signatures bancaires ont connu une dégradation de leur notation à la suite de la crise financière, l'ensemble des notes du CFCAL Groupe ont été maintenues par l'agence de notation Standard and Poor's : A1 court terme et A long terme pour le CFCAL-banque et A+ long terme pour le CFCAL-société de crédit foncier confirmant ainsi la solidité du modèle CFCAL.

Dans un contexte de tensions persistantes sur la liquidité bancaire –notamment à long terme–, de récession économique, de dégradation des comptes sociaux et publics avec pour corollaire une augmentation du chômage et donc de l'insolvabilité, les encours de crédits ont été stabilisés à 942 014 K€ contre 951 698 K€ au 31 décembre 2008.

Le CFCAL observe une évolution de ses créances douteuses (9,75% de l'encours total contre 6.75 % un an plus tôt). Ce phénomène s'explique par la dégradation de la conjoncture et la stagnation du marché immobilier. Ces créances restent cependant parfaitement maîtrisées et largement garanties.

Faits significatifs

Les actionnaires disposaient d'une option entre le paiement du dividende en numéraires ou en actions, à exercer jusqu'au 22 juin 2009 inclus, le dividende étant mis en paiement le 1er juillet 2009. Le montant du dividende réinvesti s'élève à 6 194 K€, soit 145 068 nouveaux titres au prix de 42,70 €. Le réinvestissement se partage entre une augmentation de capital de 221 K€ et une prime d'émission de 5 973 K€. Au 31 décembre 2009, le nouveau capital social est de 5 535 150 € divisé en 3 629 606 titres.

Perspectives d'avenir

Les fondamentaux de la banque restant préservés, le CFCAL figure parmi les acteurs qui pourront tirer parti d'une reprise du marché de la résolvabilisation.

**CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE
ET DE LORRAINE – BANQUE**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDES**

Exercice clos le 31 décembre 2009

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires

**Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine - Banque
(CFCAL - Banque)**

1, rue du Dôme
67000 Strasbourg

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société CFCAL - Banque, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDES

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte économique et des conditions de marché toujours dégradés. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre groupe constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités comme mentionné dans la note II et dans les notes 9, 15 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place par la direction relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture par des dépréciations et des provisions déterminées sur base individuelle et sur base de portefeuille.
- Votre groupe détient des positions sur titres et instruments financiers. La note II des notes annexes aux comptes consolidés expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions dans le contexte décrit ci-dessus. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre groupe et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 30 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes du CFCAL - Banque

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit

Anik Chaumartin

Sylvain Mayeur

Philippe Saint-Pierre

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

COMPTES SOCIAUX

B I L A N

en KEuros

A C T I F	Note	NET 31/12/2009	NET 31/12/2008	P A S S I F	Note	31/12/2009	31/12/2008
Caisse, banques centrales, C.C.P.		998	831	Banques Centrales , CCP		0	0
Créances sur les établissements de crédit	1/2	53 345	39 669	Dettes envers les établissements de crédit	3/4	995	130
Opérations avec la clientèle	1/2	113 857	117 614	Opérations avec la clientèle	3/4	16 886	16 314
Obligations et autres titres à revenu fixe	11	11 960	2 418	Dettes représentées par un titre	3/4	80 196	70 420
Actions et autres titres à revenu variable	11	3 246	3 058	Autres passifs	9	6 152	4 329
Participations et autres titres détenus à long terme	25	31	31	Comptes de régularisation	10	257	217
Parts dans les entreprises liées	12	12 351	12 351	Provisions	6b	6 146	8 155
Immobilisations incorporelles	5	218	334	Fonds pour risques bancaires généraux	6b	12 800	12 800
Immobilisations corporelles	5	7 030	6 526	CAPITAUX PROPRES HORS FRBG	14	85 113	75 751
Actions propres		302	326	Capital souscrit		5 535	5 314
Autres actifs	7	5 020	4 770	Primes d'émission		28 767	22 794
Comptes de régularisation	8	188	186	Réserves		38 511	37 301
				Provisions réglementées et subvention d'investissement	6b	1 971	1 814
				RESULTAT DE L'EXERCICE		10 329	8 528
TOTAL DE L'ACTIF		208 546	188 115	TOTAL DU PASSIF		208 546	188 115

H O R S - B I L A N (note 13)	31/12/2009	31/12/2008	H O R S - B I L A N	31/12/2009	31/12/2008
ENGAGEMENTS RECUS			ENGAGEMENTS DONNES		
Engagements de financement	10 000	10 000	Engagements de financement	22 295	32 670
Engagements de garantie EDC/Assurance	32 803	38 140	Engagements sur instruments financiers à terme - opération de couverture	25 000	25 000
Engagements de garantie Clientèle	96 969	101 626			

COMPTE DE RESULTAT SOCIAL

31-déc-09

en Keuros

Note			31/12/2009	31/12/2008
16	+	Intérêts et produits assimilés	8 482	10 267
16	-	Intérêts et charges assimilées	2 586	4 148
17	+	Revenus des titres à revenu variable	6 146	6 241
18	+	Commissions (produits)	2 976	4 321
18	-	Commissions (charges)	2 945	4 373
	+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	-9
19	+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement	552	89
20	+	Autres produits d'exploitation bancaire	3 423	1 340
20	-	Autres charges d'exploitation bancaire	1 710	787
		PRODUIT NET BANCAIRE	14 337	12 941
21	-	Charges générales d'exploitation	10 285	9 647
21	-	Dotations aux amortissements & provisions sur immobilisations incorporelles & corporelles	702	660
		sous-total	10 987	10 307
		à déduire charges refacturées	-8 553	-8 105
21		TOTAL NET	2 434	2 202
		RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	11 904	10 739
22	-	Coût du risque	303	-293
		RESULTAT D'EXPLOITATION	12 207	10 445
	+/-	Gains/pertes sur actifs immobilisés	-5	0
		RESULTAT COURANT AVANT IMPÔT	12 202	10 445
	+/-	Résultat exceptionnel	0	0
24	-	Impôt sur les bénéfices	1 713	1 745
	+/-	Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	-160	-173
		RESULTAT NET	10 329	8 528

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX

I) PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque (CFCAL-Banque) sont établis et présentés conformément aux dispositions du règlement n° 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire (C.R.B.), du règlement n° 2000-03 du 04 Juillet 2000 du Comité de la Réglementation Comptable (C.R.C.) ainsi qu'aux principes et méthodes comptables généralement admis en France :

- coût historique
- continuité de l'exploitation
- indépendance des exercices
- prudence
- permanence des méthodes comptables.

Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice, la crise financière a eu des impacts sur :

- l'activité, avec le ralentissement de la production de crédits
- les risques avec une remontée du coût du risque de crédit

Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers peut nécessiter la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se répercutent dans la détermination des produits et des charges, des actifs et passifs du bilan et dans l'annexe aux comptes.

Dans ce cas de figure, les gestionnaires, sur la base de leur jugement et de leur expérience, utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires. C'est notamment le cas :

- des dépréciations au titre du risque de crédit
- des dépréciations des titres à revenu variable
- du calcul de la valeur de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes annexes aux états financiers

- et de la détermination des provisions pour risque et pour couverture des engagements sociaux.

1.1 Créances sur la clientèle et risque de crédit

1.1.1 Présentation

Les crédits à la clientèle sont enregistrés à l'actif du bilan pour leur valeur débloquée sous la rubrique « opérations avec la clientèle », les fractions non encore versées étant portées en hors bilan.

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Banque présente les encours douteux compromis conformément à l'avis n°2003-G du 18 décembre 2003 du Comité d'urgence du CNC. Sont ainsi déclassés en encours douteux compromis ceux pour lesquels les conditions de solvabilité de la contrepartie sont telles qu'après une durée raisonnable de classement en encours douteux, aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. Les garanties sont prises en compte dans l'appréciation du caractère compromis de la créance.

Dans notre établissement, les encours restructurés à des conditions hors marché ne sont pas significatifs.

Les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis ainsi que les intérêts sur les échéances impayées.

1.1.2 Risque et constitution des provisions

Une créance est considérée comme douteuse lorsqu'elle présente un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel. Ce sont notamment les créances présentant des impayés d'un montant supérieur à trois échéances pour tous les types de crédits. Le principe de contagion est appliqué, la classification en créances douteuses d'un encours entraîne le transfert vers les créances douteuses de l'intégralité des engagements à l'encontre d'un même client.

Le CFCAL-Banque applique le règlement CRC 2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du CRBF. Conformément à l'article 13 de ce règlement, les provisions permettant de couvrir les pertes prévisionnelles sur les créances douteuses sont évaluées selon la méthode d'actualisation des flux prévisionnels. Par ailleurs, le CFCAL-Banque

prend désormais en compte la valeur de ses gages dans la détermination des provisions.

Par ailleurs, le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque a également constaté au passif de son bilan des provisions destinées à couvrir des risques clientèle consécutifs au surendettement.

Les dotations nettes de reprises des provisions, et les créances passées en pertes sur l'exercice, nettes des récupérations sur créances amorties, constituent le coût du risque sur opérations de crédit au compte de résultat, à l'exception des provisions, reprises de provision, pertes sur créances irrécupérables et récupérations sur créances amorties relatives aux intérêts sur créances douteuses intégrées au PNB.

1.2 Portefeuille de titres.

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les règlements 90-01 et 95-04 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, l'instruction 94-05 de la Commission Bancaire, l'instruction 2000-12 de la Commission Bancaire et le règlement 2000-02 du CRC.

La répartition des titres entre les 4 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement et titres de l'activité de portefeuille), est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres.

Titres de placement : Les titres de placement sont acquis par le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque avec l'intention de les détenir durant une période supérieure à six mois, sans intention de les conserver jusqu'à leur échéance. Ces titres sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, frais et coupons courus exclus.

A la clôture de l'exercice, ils sont évalués individuellement au cours moyen de décembre pour les titres cotés en France, et au dernier cours de décembre pour les titres cotés à l'étranger. Aucune compensation n'est opérée entre les plus et moins values latentes ainsi constatées ; les moins-values latentes donnent lieu à une provision pour dépréciation.

Le résultat des cessions est enregistré en « Gains ou pertes sur opérations de portefeuille de placement et assimilées ». Cette rubrique comprend également les dotations et reprises sur provisions relatives à ces titres, ainsi que les frais d'acquisition.

1.3 Titres de participation, parts dans les entreprises liées, et autres titres détenus à long terme.

Les titres de participation sont des titres acquis en vue d'une détention durable, supérieure à 5 % du capital des sociétés concernées.

Ces titres sont comptabilisés pour leur valeur d'acquisition. Ils sont évalués à leur valeur d'usage. A la clôture de l'exercice, ces titres peuvent faire l'objet individuellement de provisions pour dépréciation lorsque leur valeur d'usage est inférieure au coût historique.

La valeur d'usage de ces titres représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir, compte tenu de ses objectifs de détention. Les éléments pris en compte pour l'estimation de la valeur d'usage reposent essentiellement sur les capitaux propres.

Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable notamment la société Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF) entrant dans le périmètre de la consolidation.

1.4 Immobilisations incorporelles et corporelles.

Le CFCAL-Banque applique depuis le 1^{er} janvier 2005 l'approche par composant. Elle consiste à amortir distinctement les éléments significatifs d'une immobilisation prise dans son ensemble. Si certains de ces éléments ont un même plan d'amortissement (durée et mode) ils peuvent toutefois être regroupés pour déterminer la charge d'amortissement. Les grandes catégories de composants suivantes ainsi que les durées d'amortissement associées ont été déterminées pour les immeubles :

- Terrain,
- Gros œuvre, (50 ans)
- Couverture / Façade / Etanchéité (20 ans)
- Equipements Techniques (10 ans)
- Agencements (10 ans).

Les autres immobilisations sont amorties selon le système de l'amortissement linéaire ou dégressif soit :

- Matériel informatique – dégressif 3 à 5 ans
- Autres matériels - linéaire 10 ans
- Logiciels - linéaire 1 à 8 ans

Plus et moins values de cession :

Les résultats nets de cession figurent au niveau du produit net bancaire sous la rubrique « Autres produits ou autres charges d'exploitation bancaire » pour les immobilisations hors exploitation et en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés » pour les immobilisations d'exploitation.

1.5 Actions propres

Le CFCAL-Banque fait un usage partiel de l'autorisation de rachat de ses propres titres limitée à 10% du capital social. Ces titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition et peuvent faire l'objet de provisions pour dépréciation lorsque leur cours de bourse est inférieur à leur valeur historique.

1.6 Stock des immeubles acquis par adjudication

Au 31 décembre 2009, le CFCAL-Banque est resté adjudicataire des 8 biens pour un montant total brut de 714 K€

1.7 Dettes représentées par un titre.

Ce poste comprend notamment des titres de créances négociables pour assurer le financement de l'activité de la société CFCAL-Banque.

Ces titres sont inscrits au passif du bilan pour leur valeur nominale.

Les intérêts et charges relatifs à ces dettes sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés prorata temporis sur la base des taux contractuels.

1.8 Provisions pour risques de contrepartie

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque a constaté au passif de son bilan des provisions, nettement précisées quant à leur objet, que des événements survenus ou en cours rendent probables conformément aux prescriptions du règlement 2000-06 du Comité de la Réglementation Comptable.

Au 31/12/2009, ces provisions recourent essentiellement :

-les provisions pour litiges : elles couvrent les assignations auxquelles le CFCAL-Banque doit faire face dans le cadre de son activité.

-les provisions pour risques de surendettement.

Pour une prise en compte plus économique du risque de contrepartie, une provision est constituée sur les engagements sains de bilan. Cette provision est évaluée à partir de séries statistiques permettant d'apprécier plus finement le risque de perte sur ces engagements. Elle couvre le risque consécutif au surendettement de la clientèle et s'élève à 151 K€

1.9 Provisions pour charges de retraite.

Les engagements de retraite sont intégralement provisionnés. Ils sont déterminés par des actuaires indépendants sur la base d'un taux d'actualisation

de 4,10%, de l'application des tables de mortalité par générationnels, du taux de turn-over et des profils de carrière propres au CFCAL-Banque. Le CFCAL-Banque comptabilise une provision pour prime d'ancienneté conformément à l'accord collectif en vigueur.

1.10 Fonds pour risques bancaires généraux :

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque constitue pour renforcer la couverture générale contre les aléas propres au CFCAL-Banque, une provision intitulée « Fonds pour risques bancaires généraux » prévue à l'article 3 du règlement n° 90-02 du Comité de la Réglementation Bancaire. Le fonds pour risques bancaires généraux ne couvre, en aucun cas, des risques identifiés.

Au 31 décembre 2009, le Fonds pour Risques Bancaires Généraux s'élève à 12 800 K€ sans modification depuis le 31 décembre 2008.

1.11 Indemnités de remboursement anticipé (IRA)

En accord avec les règles du groupe CFF, les indemnités perçues depuis le 1^{er} janvier 2005 sont immédiatement comptabilisées dans le PNB.

1.12 Instruments financiers à terme

L'enregistrement de ces opérations s'effectue conformément aux principes définis par les règlements n°90-15 modifié par le 92-04 du CRBF et le 2002-01 du CRC. Le montant notionnel de l'instrument est comptabilisé en hors bilan. Le CFCAL-Banque n'a effectué que des opérations de microcouverture. Les opérations répertoriées en microcouverture ont pour objet de couvrir le risque de taux d'intérêt affectant un élément, ou un ensemble d'éléments homogènes identifiés dès l'origine.

Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits en compte de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément, ou de l'ensemble homogène couvert.

1.13 Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt figurant au compte de résultat comprend :

- l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice qui inclut les avoirs fiscaux et crédits d'impôts effectivement utilisés.

- le règlement des litiges fiscaux et les reprises de provisions associées : Au 31 décembre 2009, suite à la liquidation du recouvrement lié au contrôle fiscal portant sur les exercices 2005, 2006 et 2007, le CFCAL-Banque a repris intégralement sa provision pour litige impôt de 357 K€

1.14 Intégration fiscale

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque (CFCAL-Banque) et sa filiale le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF) ont opté pour le régime de l'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2000. Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque, est, en tant que société mère, seul redevable de l'impôt sur

les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle dus par le Groupe.

1.15 Consolidation

Le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine-Banque (CFCAL-Banque) est la société-mère du groupe constitué avec sa filiale le Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Société de Crédit Foncier (CFCAL-SCF), détenue à 99,99%.

II) ANNEXES AU BILAN ET HORS-BILAN

NOTE 1) CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE

en milliers d'€

	2009 brut	Dépréciations	2009 net	2008 net
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	53 345		53 345	39 669
* A VUE (taux variable)	53 345		53 345	39 669
Comptes ordinaires débiteurs (1)	53 094		53 094	39 063
Divers	146		146	149
Créances rattachées	105		105	457
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	124 130	10 273	113 857	117 614
* AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE	124 104	10 273	113 831	117 560
** CREANCES SAINES	99 276		99 276	105 654
Crédits de trésorerie	26 068		26 068	32 915
Crédits à l'équipement	2 121		2 121	2 477
Crédits à l'habitat	36 439		36 439	37 472
Autres crédits à la clientèle	34 648		34 648	32 790
** CREANCES DOUTEUSES	15 536	4 793	10 743	10 001
Crédits de trésorerie	3 640	271	3 369	4 478
Crédits à l'équipement	0	0	0	
Crédits à l'habitat	5 478	883	4 595	3 181
Autres crédits à la clientèle	6 418	3 639	2 779	2 342
** CREANCES DOUTEUSES COMPROMISES	8 876	5 459	3 417	1 396
Crédits de trésorerie	3 778	1 033	2 745	899
Crédits à l'équipement	487	487	0	
Crédits à l'habitat	1 980	1 574	406	352
Autres crédits à la clientèle	2 631	2 365	266	145
Créances rattachées	416	21	395	509
* COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	26	0	26	54
Comptes ordinaires	26		26	53
Créances douteuses			0	
Créances rattachées			0	1

(1) Dont compte ordinaire débiteur de la SCF pour 48 043K€ et banque du réseau pour 14K€

NOTE 2) VENTILATION DES CREANCES SELON LA DUREE RESIDUELLE

	durée inférieure à 3 mois	durée comprise entre 3 mois & 1 an	durée comprise entre 1 an & 5 ans	durée supérieure à 5 ans	TOTAL NET 2009	TOTAL NET 2008
CREANCES SUR LES ETS DE CREDIT					53 345	39 669
* A VUE (taux variable)						
Comptes ordinaires débiteurs	53 094				53 094	39 063
Divers	146				146	149
Créances rattachées	105				105	457
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE					113 857	117 614
* AUTRES CONCOURS A LA CLIENTELE						
Crédits de trésorerie	4 951	2 702	12 608	5 807	26 068	32 915
Crédits à l'équipement	84	131	883	1 023	2 121	2 477
Crédits à l'habitat	624	1 138	6 265	28 412	36 439	37 472
Autres crédits à la clientèle	774	1 488	7 928	24 458	34 648	32 790
Créances douteuses /douteuses compromises	9 176	295	1 333	3 356	14 160	11 397
Créances rattachées	395				395	509
* COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS						
Comptes ordinaires	26				26	53
Créances douteuses	0				0	0
Créances rattachées	0				0	1
TOTAL	69 375	5 754	29 017	63 056	167 202	157 283

NOTE 3) *DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE*

en milliers d'€

	2009 net	2008 net
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	995	190
Dettes à vue (taux variable)	963	66
* Autres comptes ordinaires créditeurs	911 (1)	6
* Autres sommes dues (valeurs non encore encaissées)	52	60
Dettes à terme (taux variable)	32	64
* Emprunts	31	62
* Dettes rattachées	1	2
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	16 886	16 314
Comptes d'épargne à régime spécial	5 414	3 540
* à vue	4 612	2 720
* à terme	696	696
* dettes rattachées	106	124
Autres dettes	11 472	12 774
* à vue	6 688	5 951
* à terme (comptes créditeurs à terme)	4 765	6 723
* dettes rattachées	19	100
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE	80 196	70 420
* T.C.N. Certificats de dépôt (2)	39 943	24 912
* T.C.N. Bons moyen terme négociables (2)	40 000	45 000
* Bons de caisse	2	4
* Dettes rattachées	251	504

(1) dont banque de réseau (CNCE) pour 907K€

(2) La société a financé une partie de son activité par le biais d'émissions de plusieurs TCN au cours de l'exercice

NOTE 4) *VENTILATION DES DETTES SELON LA DUREE RESIDUELLE*

	durée inférieure à 3 mois	durée comprise entre 3 mois & 1 an	durée comprise entre 1 an & 5 ans	durée supérieure à 5 ans	2009	2008
DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT					995	130
* Comptes et emprunts (taux variable)	911	31			942	68
* Autres sommes dues (valeurs non encore encaissées)	52				52	60
* Dettes rattachées	1				1	2
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE					16 886	16 314
* Comptes créditeurs de la clientèle	16 761				16 761	16 090
* Dettes rattachées	125				125	224
DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE					80 196	70 420
* Certificats de dépôt	29 967	9 976			39 943	24 912
* BMTN	5 000		35 000		40 000	45 000
* Bons de caisse	2				2	4
* Dettes rattachées	251				251	504
TOTAL	53 070	10 007	35 000	0	98 077	86 864

NOTE 5) IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

en milliers d'€

	Brut 31/12/08	Entrées de l'année 2009	Sorties de l'année 2009	Brut 31/12/09	Amortissement et Provisions	Net 31/12/09
IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
* Terrains	177			177		177
* Construction-gros-œuvre	1 092			1 092	345	747
* Construction-installations générales/agencements	1 548			1 548	1 042	506
* Construction-installations techniques	1 436	13		1 449	796	653
* Construction-couverture façade	456	15		471	210	261
* Matériel de bureau	322	34	37	319	218	101
* Matériel informatique	639	227	87	779	545	234
* Mobilier	424	5	10	419	246	173
sous-total	6 094	294	134	6 254	3 402	2 852
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	185	707		892		892
TOTAL	6 279	1 001	134	7 146	3 402	3 744
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (logiciels)	1 517	96	72	1 541	1 323	218
TOTAL IMMOBILISATIONS D'EXPLOITATION	7 796	1 097	206	8 687	4 725	3 962

IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION						
IMMOBILISATIONS CORPORELLES						
* Terrains	264		9	255		255
* Construction-gros-œuvre	1 970	13	130	1 853	742	1 111
* Construction-installations générales/agencements	1 297	24	38	1 283	904	379
* Construction-installations techniques	1 136	214	39	1 311	803	508
* Construction-couverture façade	1 465	17	43	1 439	507	932
sous-total	6 132	268	259	6 141	2 956	3 185
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS						
Immeubles de placement	11	208	118	101		101
TOTAL IMMOBILISATIONS HORS EXPLOITATION	6 143	476	377	6 242	2 956	3 286

TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 517	96	72	1 541	1 323	218
--	--------------	-----------	-----------	--------------	--------------	------------

TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 422	1 477	511	13 388	6 358	7 030
--	---------------	--------------	------------	---------------	--------------	--------------

Toutes les immobilisations se situent en France Métropolitaine

NOTE 6) DEPRECIATIONS ET PROVISIONS

A) DEPRECIATIONS

en milliers d'€

	Début d'exercice 2009	Dotations	Reprises		Fin d'exercice 2009
			montants utilisés au cours de l'exercice	montants non utilisés au cours de l'exercice	
OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE					
*Créances douteuses					
Crédits de trésorerie	1 260	564	100	420	1 304
Crédits à l'équipement	708	1	55	167	487
Crédits à l'habitat	2 882	473	277	621	2 457
Autres crédits à la clientèle	6 455	853	53	1 251	6 004
Total dépréciations créances douteuses	11 305	1 891	485	2 459	10 252 (1)
*Créances rattachées	22	340		342	20
TOTAL OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	11 327	2 231	485	2 801	10 272
*Participations	5			5	0
*Activité de portefeuille	1 438	790		1 438	790
*Dépréciation des immobilisations hors exploitation	0				0
*Autres actifs	343	242	16	87	482
TOTAL	13 113	3 263	501	4 331	11 544

(1) au 31 décembre 2009, les dépréciations sur créances douteuses compromises s'élèvent à 5 459 K€

B) PROVISIONS

	Début d'exercice 2009	Dotations	Reprises		Fin d'exercice 2009
			montants utilisés au cours de l'exercice	montants non utilisés au cours de l'exercice	
*Provisions pour litiges	7 236	1	910 (2)	914	5 413 (3)
*Provisions pour risques complémentaires sur la clientèle	85	66			151
*Provisions pour charges de retraite	307	45	22		330
*Provisions pour prime d'ancienneté	138	49			187
*Provisions personnel (actions gratuites)	33	65		33	65
*Provisions impôts (contrôle fiscal exercices 2005-2006-2007)	357		356	1	0 (4)
TOTAL	8 156	226	1 288	948	6 146

(2) dont reprise totale affaire SUTTEL pour 1 586K€ suite à la condamnation au comblement du passif d'une somme de 910K€

(3) dont affaire SCI LA VICTORINE pour 5 366K€

(4) contrôle fiscal entièrement liquidé en décembre 2009-reprise intégrale de provisions suite au paiement du redressement pour une somme totale de 356K€

	Début d'exercice 2009	Dotations	Reprises		Fin d'exercice 2009
			montants utilisés au cours de l'exercice	montants non utilisés au cours de l'exercice	
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	12 800	0	0	0	12 800
TOTAL	12 800	0	0	0	12 800
PROVISIONS REGLEMENTEES ET SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT					
*Provisions pour investissement	1 751	322		162	1 911
*Subventions d'investissement	62			2	60
TOTAL	1 813	322	0	2	1 971

NOTE 7) AUTRES ACTIFS

en milliers d' €

	2009 brut	Provisions pour dépréciation	2009 net	2008 net
Créances sociales et fiscales	1 486 (1)		1 486	1 332
Fonds de garantie dépôts titres/espèces	32		32	25
Débiteurs immobiliers	277	225	52	29
Stock immeubles acquis par adjudication	714 (2)	257	457	197
Débiteurs divers (fournisseurs avances.....)	65		65	81
Groupement de fait	2 928		2 928	3 106
	5 502	482	5 020	4 770

(1) dont compte courant d'intégration fiscale de la SCF pour 1 470K€

(2) en 2009, le CFCAL détient 8 biens acquis par adjudication

NOTE 8) COMPTES DE REGULARISATION - A C T I F

en milliers d' €

	2009	2008
Charges constatées d'avance	126	89
Produits à recevoir /intérêts courus sur SWAP	0 (3)	60
Autres comptes de régularisation	62	37
	188	186

(3) en 2009 le CFCAL constate des intérêts courus débiteurs sur les SWAP (voir note 10 ci-dessous)

NOTE 9) AUTRES PASSIFS

en milliers d' €

	2009	2008
Dépôts de garantie / retenues de garantie sur travaux	87	73
Charges à payer	509	330
Dettes sociales et fiscales et dettes provisionnées	3 225 (4)	1 837
Dettes provisionnées participation/intéressement	1 795	1 388
Créditeurs divers	267	371
Groupement de fait	269	330
	6 152	4 329

(4) dont dette d'IS pour 1 828K€

NOTE 10) COMPTES DE REGULARISATION - P A S S I F

en milliers d' €

	2009	2008
Charges financière refacturée par la SCF	26	41
Charges à payer /intérêts courus sur SWAP	137 (5)	
Autres comptes de régularisation	94	176
	257	217

(5) en 2009 le CFCAL constate des intérêts courus débiteurs sur les SWAP, alors qu'en 2008 il constatait des intérêts courus créditeurs (voir note 8 ci-dessus)

NOTE 11) TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT, D' INVESTISSEMENT

en milliers d' €

	Année 2009					
	Valeurs brutes au bilan	Créances rattachées	Provisions	Valeurs nettes au bilan	Plus-values latentes	Valeur de marché
TITRES DE PLACEMENT						
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENU FIXE	11 923 (1)	38	1	11 960	0	11 960
ACTIONS ET AUTRES TITRES A REVENU VARIABLE	4 035		789	3 246	1 309	4 555
TOTAL DU PORTEFEUILLE 2009	15 958	38	790	15 206	1 309	16 515
Total du portefeuille 2008	6 835	79	1 438	5 476	781	6 257

(1) dont 10M€ obligation souscrite avec le CFCAL-SCF le 21 juillet 2009 sur une durée de 6 ans remboursable "in fine" le 21 juillet 2015

NOTE 12) PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES

en milliers d' €

	2009	2008
PARTS ETABLISSEMENT DE CREDIT - CFCAL-SCF	12 197	12 197
PARTS ENTREPRISE LIEE - GERANCE FINANCIERE	154	154
TOTAL	12 351	12 351

NOTE 13) HORS BILAN

en milliers d' €

	2009	2008
ENGAGEMENTS DONNES		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
* Engagements en faveur de la clientèle	22 295	32 670
ENGAGEMENTS RECUS		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
* Engagements reçus d'établissements de crédit	10 000	10 000
ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
* Engagements reçus d'établissements de crédit	58	62
* Engagements reçus d'organismes d'assurances	32 745	38 078
* Engagements reçus de la clientèle	96 969	101 626
ENGAGEMENTS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS A TERME		
* Opérations de couverture	25 000 (1)	25 000

(1) il s'agit de 3 swaps de taux valorisés au 31/12/2009 pour un montant total de - 895K€

NOTE 14) TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES (avant répartition)

en milliers d'€

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES hors FRBG

	Capital	Primes	Réserves légalés	Réserve Statutaire	Autres réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées et subvention d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2007	5 149	17 030	1 798	13 355	18 075	0	1 643	11 502	68 552
Affectation du résultat 2007					11 502			-11 502	
Dividendes versés au titre de 2007					-7 429				
Résultat exercice 2008								8 528	
Augmentation capital et prime d'émission	165	5 764							
Autres variations							171		
Solde au 31/12/2008	5 314	22 794	1 798	13 355	22 148	0	1 814	8 528	75 751
Affectation du résultat 2008					8 528			-8 528	
Dividendes versés au titre de 2008					-7 318				
Résultat exercice 2009								10 329	
Augmentation capital et prime d'émission	221	5 973							
Autres variations							157		
Solde au 31/12/2009	5 535	28 767	1 798	13 355	23 358	0	1 971	10 329	85 113

145 068 actions réinvesties à 42,70€ soit en capital 221K€ et en prime d'émission 5 973K€

Nombre d'actions composant le capital après réinvestissement soit 3 629 606 actions

NOTE 15) COMPOSITION DES FONDS PROPRES (avant répartition)

en milliers d'€

	2009	variations	2008
Capitaux propres	85 113	9 362	75 751
Fonds pour risques bancaires généraux	12 800	0	12 800
FONDS PROPRES	97 913	9 362	88 551

ANNEXES AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 16) INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

en milliers d' €

	Intérêts et produits assimilés		Intérêts et charges assimilées		Net	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
Intérêts sur établissements de crédit	851 (1)	1 535	20	8	831	1 527
Intérêts sur opérations avec la clientèle	7 514	8 497	292	594	7 222	7 903
Intérêts sur instruments financiers à terme	15	216	553		-538	216
Intérêts sur obligations et autres titres à revenu fixe	102	19			102	19
Intérêts sur T.C.N.			1 663	3 471	-1 663	-3 471
Autres intérêts et charges assimilées			58	75	-58	-75
	8 482	10 267	2 586	4 148	5 896	6 119

(1) dont intérêts compte ordinaire débiteur du CFCAL-SCF pour 801K€

NOTE 17) REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE

en milliers d' €

	31/12/2009	31/12/2008
Dividendes & produits assimilés sur titres de placement	144	241
Dividendes & produits assimilés sur titres de participation et autres titres détenus à long terme	6 002 (1)	6 000 (1)
	6 146	6 241

(1) dont dividende de 5 988K€ provenant de la filiale SCF

NOTE 18) COMMISSIONS

en milliers d' €

	Commissions Charges		Commissions Produits		Net	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
Commissions sur opérations avec la clientèle	1 355	2 241	1 166	1 778	-189	-463
Commissions sur titres	35	30	89	56	54	26
Commissions refacturées à la SCF	1 137	1 690	1 471	2 260	334	570
Indemnités de remboursements anticipés			163	134	163	134
Diverses commissions	418	412	87	93	-331	-319
	2 945	4 373	2 976	4 321	31	-52

NOTE 19) GAINS OU PERTES SUR OPERATIONS DES PORTEFEUILLES DE PLACEMENT

en milliers d' €

	2009	2008
Plus-values sur titres de placement	94	1 717
Moins-values sur titres de placement	174	369
Moins-values sur titres de participation		
Plus-values nettes	-80	1 348
Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement	1 438	227
Reprises de provisions sur titres de participation	5	
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	789	1 438
Dotations ou reprises nettes	654	-1 211
Frais d'acquisition	22	48
Solde des opérations sur titres de placement	552	89

NOTE 20) AUTRES PRODUITS ET CHARGES D' EXPLOITATION BANCAIRE

en milliers d' €

	Charges		Produits		Net	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
Immeubles de placement	431	459	1 274	1 272	843	813
Cession immobilisations corporelles	131	179	287	186	156	7
Charges refacturées-produits rétrocedés			13	22	13	22
Autres produits d'exploitation bancaire			25	37	25	37
Dotations et reprises provision d'exploitator	1		1 824 (1)	-177	1 823	-177
Charges diverses litiges assignations (SUTTEL)	910 (1)				-910	0
Dotations aux amortissements immeubles de placemen	237	234			-237	-234
Dotations et reprises de provisions immeubles de placemen		-85			0	85
	1 710	787	3 423	1 340	1 713	553

(1) dont reprise totale de provisions affaire SUTTEL pour 1 586K€ suite à la condamnation au comblement du passif d' une somme de 910K€

NOTE 21) CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET DEPRECIATIONS DES IMMOBILISATIONS
INCORPORELLES ET CORPORELLES

en milliers d' €

	2009	2008
Salaires et traitements	3 972	3 580
Charges de retraite	489 (1)	417
Autres charges liées au personnel	3 815	3 397
Frais de personnel	8 276	7 394
Impots et taxes	370	420
Services extérieurs et autres frais administratifs	1 639	1 832
Charges générales d'exploitation	10 285	9 646
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	702	660
à déduire charges refacturées Société du groupe	-8 553	-8 104
TOTAL NET	2 434	2 202

NOTE 22) COUT DU RISQUE

en milliers d'€

	Dotations aux provisions et aux dépréciations		Reprises de provisions et de dépréciations		Net	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
* Risques sur créances douteuses	988	1 135	1 638	1 855	-650	-720
* Risques sur comptes ordinaires débiteurs				281	0	-281
* Risques complémentaires clientèle	66			17	66	-17
* Risques biens acquis par adjudication	192	101	36	18	156	83
* Risque divers	51	84	68	88	-17	-4
sous-total	1 297	1 320	1 742	2 259	-445	-939
	Créances irrécouvrables		Rentrées sur créances amorties		Net	
	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2008
* Créances douteuses	202	1 080		3	202	1 077
* Litiges assignations			81	45	-81	-45
* Comptes ordinaires débiteurs	4	173		10	4	163
* Divers	17	37			17	37
TOTAL COUT DU RISQUE	1 520	2 610	1 823	2 317	-303	293

NOTE 23) VENTILATION DE L' EFFECTIF

	2009	2008
CADRES	22	20
TECHNICIENS	87	87
	109	107

NOTE 24) IMPOT SUR LES SOCIETES

en milliers d'€

	2009	2008
Charges des impôts courants sur le résultat GROUPE	9 220	7 403
Produits intégration fiscale SCF	-7 506	-6 015
Dotations/Reprises provisions pour impôt (contrôle fiscal exercices 2005-2006-2007)	-357 (1)	357
Liquidation contrôle fiscal (paiement décembre 2009)	356 (1)	0
	1 713	1 745

(1) contrôle fiscal entièrement liquidé en décembre 2009-reprise intégrale de provisions suite au paiement du redressement pour une somme totale de 356K€

NOTE 25) TABLEAU DES FILIALES , PARTICIPATIONS, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES TITRES
DETENUS A LONG TERME

en milliers d'€

SOCIETES	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenue en %	Valeurs comptables des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la Société	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Bénéfice ou perte du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
* PARTS DANS LES ENTREPRISES LIEES									
FILIALES (50% au moins du capital détenu par la Société)									
C.F.C.A.L. - Société de Crédit Foncier (Siren 424 184 737) 1,rue du Dôme à STRASBOURG	8 953	31 679	99,99%	12 197			32 424 (1)	13 317	
Sàrl LA GERANCE FINANCIERE (Siren 568 503 551) 1,rue du Dôme à STRASBOURG	168	1 622	100,00%	154			89 (2)	32	
* PARTICIPATION ET AUTRES TITRES DETENUS A LONG TERME									
Titres de participation									
Titres de l'activité de portefeuille									
				31					

(1) PNB

(2) Chiffre d'affaires

Inventaire des valeurs mobilières au 31 Décembre 2009

Titres de placement et participations dont la valeur d'inventaire est égale ou supérieure à 23 000 €

A - Fonds d'Etat, Obligations et Bons		
650000	OATI 1,60 % 2011	669 084,31 €
650000	OATI 2,50 % 2013	704 504,56 €
470000	OATI 1,00 % 2017	499 420,33 €
50	B.R.D.3,25% 2005-2010	49 827,33 €
		1 922 836,53 €
Sous-total Obligations		
Créances rattachées		38 163,73 €
TOTAL GENERAL OBLIGATIONS		1 961 000,26 €

B - Actions, Parts et Sicav		
4164	LAFARGE	236 127,36 €
3500	AIR LIQUIDE	206 535,00 €
4672	SANOFI-AVENTIS	203 422,46 €
2592	SOCIETE GENERALE	181 228,40 €
3000	TOTAL	159 649,95 €
721	ALLIANZ	145 069,46 €
6500	AXA	128 722,59 €
1500	CIMENTS FRANCAIS	126 007,21 €
6924	CREDIT AGRICOLE	120 825,36 €
2077	VINCI	114 028,36 €
1500	EULER HERMES	105 219,45 €
3000	ADECCO	103 500,00 €
3088	SAINT-GOBAIN	102 842,10 €
4000	KAUFMAN & BROAD	101 898,80 €
2000	CARREFOUR	93 909,07 €
6000	DEXIA	93 600,00 €
2211	VEOLIA ENVIRONNEMENT	87 680,52 €
693	FONCIERE DES REGIONS	86 502,00 €
1860	LINDE	84 501,53 €
2400	RWE	80 734,59 €
2365	CARBONE-LORRAINE	77 448,88 €
845	SALVEPAR	65 756,49 €
1000	SIEMENS AG	64 630,00 €
2629	VIVENDI UNIVERSAL	63 569,12 €
1230	RHODIA	60 398,67 €
860	BIC	56 122,78 €
3000	AIR FRANCE - KLM	54 833,10 €
324	VALLOUREC	53 649,72 €
6000	NOKIA CORP.	51 974,47 €
1300	BOLLORE INVESTISSEMENTS	48 054,57 €
1560	SCHLUMBERGER LTD	47 333,74 €
1000	L.V.M.H.	44 924,78 €
600	CASINO GUICHARD	44 246,50 €
1000	CHRISTIAN DIOR	41 507,41 €

3000	DEUTSCH TELEKOM	40 365,00 €
1500	C.G.G. VERITAS	38 253,15 €
800	HORNBACH HOLDING	36 637,84 €
2200	UPM KYMMENE	35 838,00 €
1800	HENKEL VZ	35 490,00 €
4581	AGOR AG	32 743,70 €
1258	GENERALI ASSICURAZIONI	32 065,00 €
3053	I.V.G. IMMOBILIEN AG	30 523,68 €
2500	SÜDZUCKER AG MANNHEIM-OCHSENFURT	30 225,00 €
700	SODEXHO ALLIANCE	29 593,00 €
10400	PARMALAT FINANZIARIA SPA	26 377,52 €
300	HERMES INTERNATIONAL	25 710,00 €
930	ELECTRICITE DE STRASBOURG	25 361,17 €
1800	NORDDEUTSCHE AFFINERIE	25 308,00 €
300	GUYENNE ET GASCOGNE	24 600,00 €
Sous-total Actions, Parts et Sicav		3 805 545,50 €
Actions Parts et Sicav dont la valeur est < 23 000 €		229 177,08 €
TOTAL GENERAL ACTIONS		4 034 722,58 €

TOTAL GENERAL PORTEFEUILLE	5 995 722,84 €
-----------------------------------	-----------------------

**CREDIT FONCIER ET COMMUNAL D'ALSACE
ET DE LORRAINE – BANQUE**

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2009

PricewaterhouseCoopers Audit
63, rue de Villiers
92200 Neuilly sur Seine

KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2009

Aux Actionnaires
Crédit Foncier et Communal d'Alsace et de Lorraine – Banque
(CFCAL - Banque)
1, rue du Dôme
67000 Strasbourg

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2009, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société CFCAL - Banque, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II - JUSTIFICATION DE NOS APPRECIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2009 ont été réalisées dans un contexte économique et des conditions de marché toujours dégradés. C'est dans ce contexte que, conformément aux dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités comme mentionné dans la note I et dans les notes 1, 6, et 22 de l'annexe aux comptes annuels. Nous avons examiné le dispositif de contrôle mis en place par la direction relatif au suivi des risques de crédit, à l'appréciation des risques de non recouvrement et à leur couverture, à l'actif, par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions destinées à couvrir des risques clientèle non affectés.
- Votre société détient des positions sur titres et instruments financiers. La note I de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux titres et instruments financiers. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au classement comptable et à la détermination des paramètres utilisés pour la valorisation de ces positions dans le contexte décrit ci-dessus. Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues par votre société et des informations fournies dans les notes annexes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion, exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris La Défense, le 30 avril 2010

Les Commissaires aux Comptes du CFCAL - Banque

PricewaterhouseCoopers Audit

KPMG Audit

Anik Chaumartin

Sylvain Mayeur

Philippe Saint-Pierre